le monde libertaire
hebdomadaire de la fédération anarchiste
Adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

En grève !

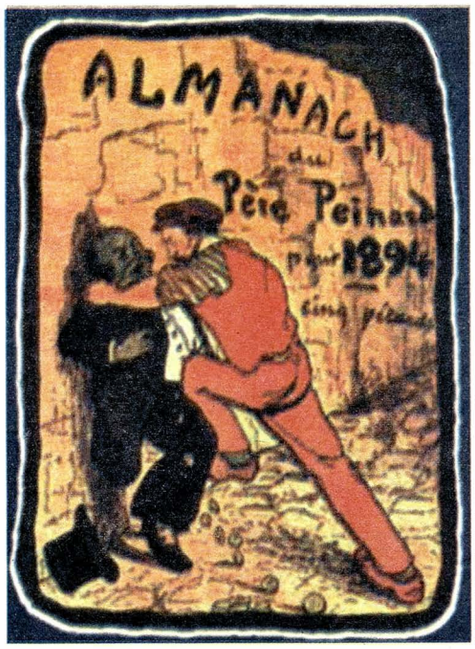
Photo Daniel Maunoury

M 02137 - 1493 - F: 2,00 €
2 €
ISSN 0026-9433

« L'église la plus belle est celle qui brûle.»
Pierre Kropotkine

hebdo n° 1493
du 8 au 14 novembre 2007

Sommaire



Comme en 68, **ouvriers-étudiants**, par Rafael, *page 4*

L'autruche, toujours rétive, à travers Fred, *page 5*

Le Peinard sur Grenelle, par Ben, *page 5*

Les **brèves**, *page 6*

Franco **pas mort,** par D. Pinos et G. Seron, *page 7*

L'asticot dans le Vert, par A. Chemin, *page 9*

En Pologne **comme ailleurs**...., *page 10*

Ski et fric, par le groupe Vaucluse de la FA, *page 12*

La violence et les femmes, par C. Granier, *page 14*

Banque et mondialisation, par J. Langlois, *page 15*

Gustave Moreau aujourd'hui, par G. Bounoure, *page 17*

Une dénonciation des **biocarburants,** par S. Duchemin, *page 18*

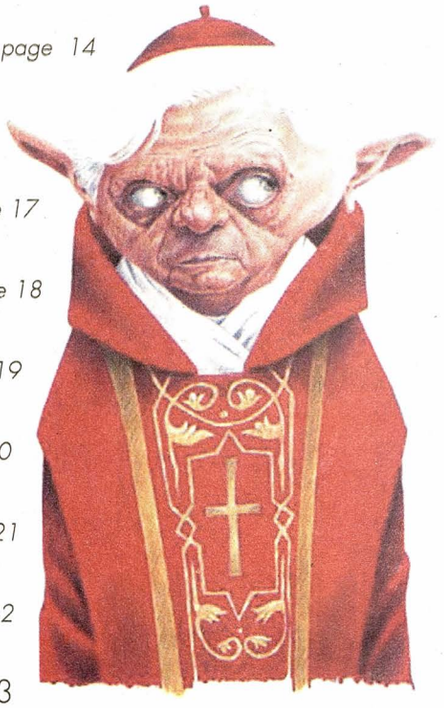
Cinéma et gros sous, par Mato-Topé, *page 19*

Chronique de la **toile**, par l'Araignée, *page 20*

Dynamite au Mirail, par Juliette, *page 21*

Radio **libertaire**, tous les programmes, *page 22*

L'agenda, page 23



BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^{os}	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^{os}	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^{os}	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^{os} ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Éditorial

La grève

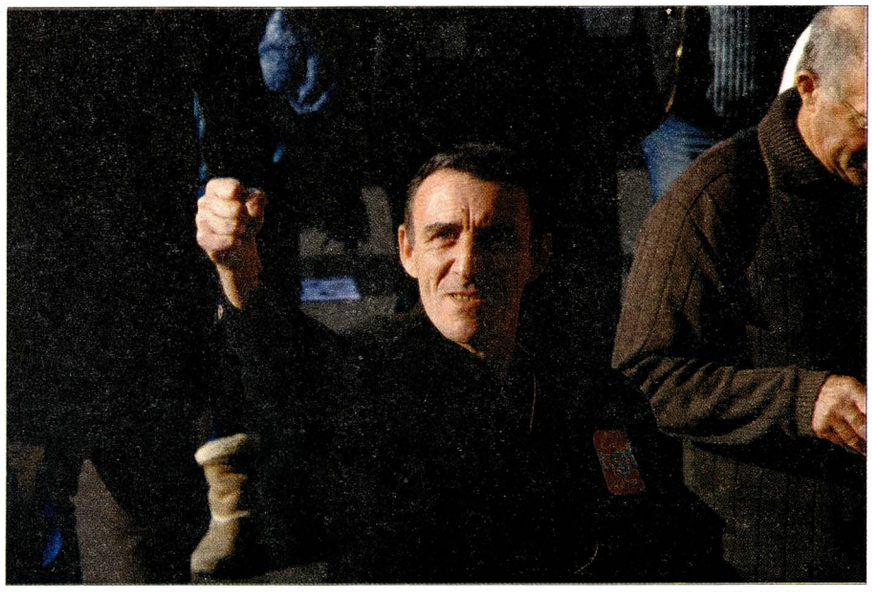


Photo Daniel Maunoury

Jean-Pierre Germain

La grève du 18 octobre fut une belle et grosse vague. Ce beau rouleau ne demandait qu'à se transformer en raz de marée pour noyer sous ses flots les prétentions exorbitantes du Medef et du gouvernement. Las, les grands « responsables » syndicaux avaient au préalable organisé son reflux, au motif que cette démonstration de force inciterait le gouvernement à couper d'eau le vinaigre des salades empoisonnées qu'il veut faire bouffer aux travailleurs. Tout réjoui, le gouvernement sauta sur l'occasion, et indiqua qu'il était disposé à ajouter un peu d'huile dans la mécanique des négociations. Évidemment c'était de l'huile de ricin, et la « réforme » des régimes spéciaux garda son contenu à très haute toxicité.

La mascarade ayant ses limites, les aréopages des centrales syndicales, se virent contraintes de remettre les couverts, concrètement de lancer un nouvel appel à la grève. Mais ne nous leurrons pas, essayer de trouver une porte de sortie honorable, c'est-à-dire dissimuler leur volonté de négocier au mieux les conditions de leur reddition, tel est le véritable fond de leur volonté première. Le bavard Chérèque, toute honte bue, l'a exprimé sans fard sur la chaîne LCI : « On voit bien que cette grève ne mène à rien. » D'autres, plus malins et surtout plus calculateurs que ce vilain barbu, n'osent pas proférer de telles saloperies, mais se gardent bien pour autant de proposer à l'ensemble des travailleurs des objectifs vraiment fédérateurs, en particulier celui du retour immédiat aux 37,5 annuités pour tous.

Quoi qu'il en soit, après le vrai faux départ du 18 octobre, une nouvelle occasion d'en découdre avec le couple très uni Medef-gouvernement est proposée aux salariés de plusieurs secteurs professionnels. Rien n'est joué donc, vu que le fer est chaud et disposé à se battre et qu'électriciens et gaziers regorgent d'énergie également. Par ailleurs, des millions de travailleurs, dans une expectative bienveillante aujourd'hui, sont prêts à descendre dans la rue, car, parfaitement lucides, ils savent bien que la défaite des uns serait la défaite de tous. Les jours à venir seront donc capitaux en ce sens qu'ils éclaireront durablement l'avenir des travailleurs de ce pays. La colère parcourt nos veines, viendrait-elle à chuter d'un cran, qu'aussitôt la morgue du couple patrons-gouvernement, plus l'addition de l'hystérie des médias sur la situation des « zuzagers-pris-en-otage », la transformeront encore plus en rage de victoire.

La semaine dernière, tout au moins dans Paname (le plus chouette des patelins), fleurissaient des affiches de SUD Rail. Le texte ne s'adressait pas a priori au passant mais plutôt d'abord aux cheminots : «Cheminot, il faut savoir commencer une grève !» On peut penser que les jeunes générations ne doivent pas saisir toute la substantifique moelle de l'interpellation. Ceux qui militaient syndicalement dans l'entre deux guerres, à la Libération, ou qui ont été formés à l'école de l'insoumission, auront compris le message !

C'est, peut-être de manière un peu ésotérique, un pied-de-nez aux autoproclamés «dirigeants de la classe ouvrière». C'est en effet en 1936, que Maurice Thorez, militant du PCF, en plein milieu des occupations d'usine, lança le tristement célèbre «Il faut savoir terminer une grève»! Rebelote à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, quand il fallait se retrousser les manches pour remonter l'économie française dans une grande Union sacrée où les dirigeants du Parti communiste étaient partie prenante. Donc la grève, pour le journal *L'Humanité* était «l'arme des trusts». Certes l'éviction des ministres communistes du gouvernement par de Gaulle leur permit de sauver les meubles, mais la mémoire ouvrière a encore des blessures infectées.

Autour de la journée du 18 octobre, on n'a qu'à demander aux camarades cheminots comment ils ont vécu les débats internes pour mettre le principe de la grève sur des rails solides.

Bon, pour le moment tous les médias s'accordent à prédire au gouvernement un sale temps pour le mois de novembre. D'aucuns le qualifiant même de "pourri". L'accord de six des huit fédérations de cheminots (CGT, SUD-Rail, Unsa/autonomes, FO, CFTC et CFE-CGC) durcit les

positions par rapport au 18 octobre. Cette fois-ci à partir du 13 novembre à 20 heures, la grève est reconductible[1]. Est-ce à dire que l'on est définitivement ancré dans un mouvement social qui débouchera avec l'unité dans les luttes ?

Tous les ingrédients pour déclencher une vraie lame de fond sont là. Dans la lancée de la grève à la SNCF le 13 novembre, à EDF et GDF, CGT et FO appellent à cesser le travail le 14. A la RATP, les syndicats attendaient au début de cette semaine des «réponses du gouvernement» pour se prononcer. Dans la fonction publique, sept des huit fédérations organisent une journée de grève le 20 novembre sur l'emploi et le pouvoir d'achat. Le syndicat étudiant Unef et l'Union nationale lycéenne, s'y joignent, tout comme La Poste et France Télécom. Pour finir le mois, le Syndicat de la magistrature et trois syndicats de fonctionnaires de justice cesseront le travail le 29 novembre contre la réforme de la carte judiciaire.

Mais les mouvements sociaux peuvent-ils être comparés à de la mayonnaise qu'il suffirait de faire monter[2] ? Pas plus que le pressebouton des avant-gardes éclairées du monde du travail... La convergence des luttes se heurte souvent à l'appétit des appareils politiques !

La toile de fond de cette situation politique est l'inquiétude de la majorité présidentielle avant les municipales de 2008. D'ici que l'opposition parlementaire leur emboîte le pas, jugeant défavorable à leurs projets une possible paralysie du pays et "l'unité antilibérale" aura vécu.

Soyons optimistes en cette fin d'année 2007. La base syndicale a résisté, elle veut de l'unité, de l'action pour plomber le gouvernement, saluons-la en espérant qu'elle pousse plus avant !

Le locataire de l'Elysée a confié à ses proches qu'avec les syndicats ça devrait pouvoir passer. Mais qu'il ne faudrait pas que des coordinations s'en mêlent. Voilà une idée qu'elle est belle ! Il aurait aussi évoqué des manifestations antigrève, genre Champs-Elysées 1968 ou la défense des écoles privées. La chienlit ? Hé bien j'en suis ! **J. P. G**

1. La FGAAC (qui organise un tiers des conducteurs de train) fait bande à part. La CFDT, comme souvent "réserve sa réponse". Croient-ils vraiment que le "grain à moudre" s'obtient sans mobilisation ?

2. Dans certaines gazettes, on parle de l'agitation de militants trotskistes, d'aile dure du PC, voire d'anciens de la CFDT qui avaient quitté leur syndicat en 2003 (réforme des retraites). A quand le spectre de l'anarcho-syndicalisme ?

Étudiants, ouvriers, même combat !

Ça bouge aussi dans les facs...

LE GOUVERNEMENT avait fait passer au Parlement sa réforme de l'université pendant la période de fermeture estivale, espérant éviter ainsi une mobilisation étudiante. C'est raté.

Malgré les vacances (ou le pont suivant les facs), malgré les fermetures administratives décrétées pour casser la grève, le mouvement gagne encore en puissance. Le travail d'information se poursuit et commence à porter ses fruits. Les étudiants se saisissent de la question. Pas dupes de l'emballage marketing de la bande à Sarko (cette énième contre-réforme s'est d'abord appelée loi « d'autonomie des universités » puis « de liberté et responsabilité des universités »), ils réfléchissent aux véritables conséquences de cette loi.

En premier lieu, comme cette loi s'inscrit dans un cadre européen (processus de Bologne), il est possible d'observer les effets de ce type de mesures dans les pays où elles sont déjà entrées en application : on constate une hausse des frais d'inscription de l'ordre de plusieurs milliers d'euros.

Ensuite, cette loi institutionnalise la pénurie de budgets publics, en autorisant les universités à mendier des moyens auprès des entreprises privées. Problème : il va de soi que les entreprises ne donnent pas de l'argent par pure philanthropie, mais bien dans l'espoir d'un retour sur investissement. Les filières non-rentables (histoire, philosophie), sont donc menacées, et risquent à terme de passer à la trappe, ou d'être réservées à quelques rares privilégiés qui paieront des frais d'inscription exorbitants. Et puis, selon l'adage « qui paye décide » : les mécènes disposeront d'un moyen de pression très efficace sur le contenu de la recherche et des enseignements. Enfin, les universités seront mises en compétition pour la recherche de sponsors. Or la compétition, c'est toujours plus pour ceux qui ont plus, mais toujours moins pour ceux qui ont moins. On se dirige ainsi vers un système à deux vitesses : d'un côté des facs d'élite qui sélectionneront profs et étudiants, de l'autre des facs poubelles (sans moyens) pour le tout venant.

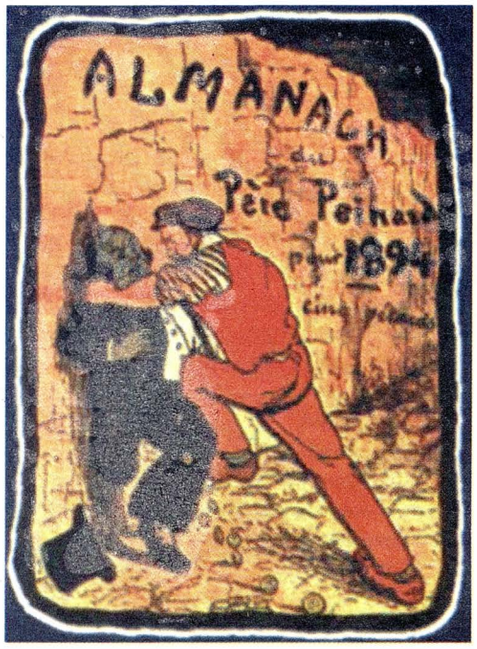
D'autre part, si les facs, même après avoir demandé l'aumône aux patrons du coin, sont encore dans la dèche, le gouvernement, dans sa grande générosité, leur offre la possibilité légale de vendre ou de louer leurs locaux (acquis, au passage, avec les deniers du contribuable, comme dirait l'autre).

Pécresse a vendu sa réforme comme la liberté, l'autonomie pour les universités. Pourtant cette loi place – comme on l'a vu – les universités dans une situation de dépendance financière vis-à-vis de entreprises, mais accroît aussi le contrôle gouvernemental sur la recherche (en parallèle de la soumission aux intérêts patronaux), et, enfin, augmente la hiérarchisation et restreint encore la démocratie au sein de l'université. La proportion d'étudiants et de personnels diminue dans les conseils ; le président ne sera plus nécessairement un enseignant-chercheur – À quand un responsable marketing de Coca-Cola président d'université ? – et voit ses pouvoirs renforcés. Il dispose d'un droit de veto sur le recrutement des enseignants, et peut embaucher des précaires en lieu et place des contrats protégés. Bref, le beau terme d'autonomie masque mal le véritable objectif du gouvernement, qui est de faire fonctionner l'université comme une entreprise, avec un PDG, et selon des logiques de compétition et de rentabilité.

Les étudiants prennent peu à peu conscience du danger que représentent ces logiques. Ils ne se laissent pas abattre, et se donnent les moyens de leur résister. Ils se réunissent en assemblée générale et décident collectivement des modalités d'action. Ainsi, à Rouen, la grève avec piquets de grève a été votée pour la semaine et un amphithéâtre occupé. A Tolbiac (Paris-I) et à Aix-Marseille, les étudiants qui voulaient suivre l'exemple rouennais ont dû faire face à une répression précoce : vigiles privés et fermeture de la fac sur décision administrative. Mais ils ne se laissent pas faire : à Paris, ils ont occupé le siège de la présidence d'université, place du Panthéon. La semaine prochaine sera décisive pour le mouvement étudiant naissant, affaire à suivre donc.

Rafaël
(Groupe Louise Michel)

Le Grenelle du Peinard



Ah! Ça y est i z'ont enfin plié bagages les siens qu'ont causé, palabré, dégoisé durant une poutchie d'temps à savoir ça qui fallait faire en urgence pour sauver la planète. A la fin des fins c'est le Sarkomuche qu'aura le dernier mot et je peux vous dire d'ores et déjà qui fra tout pour contenter ses potes actionnaires. Tout ça pour dire que y'a un truc qui me fait marrer, c'est de suivre des gâs et des filles itou, qui poussent des ébrais à tue tête, qui crie à hue et à dia pour dire que ouais, ouais faut point rouler aveuc des grosses autos! Ouais, ouais les OGM, c'est pas bien. On reconnaît ce genre de spécimens au logo qu'ils ont placé bien en vue sur leur Quatre x Quatre ultramode. On peut y lire non au nucléaire par contre oui, oh que ui au pétrole. A l'heure où je marque ces quelques mots, non pas sur le papier, ni à la lueur d'un grasset mais sur un portable mégatop, eh bien je me dis que dans quelques centaines de kilomètres ma bagnole va clamser, passer de vie à trépas. Et comme dit ma compagne: on n'en rachètera pas une d'auto, ah! ça non! Bon ben le vélo, c'est bien. J'en ai un qui pourrit dans le garage depuis dix ans. Je vais reprendre du service mais je ne frais comme les forçats de la route. Je ne me sens pas l'âme d'écrire quelques lettres de noblesse à la Petite Reine. Enfin, quand vous les écoutez les ceusses qui proclament que l'on doit faire du vélo pour se rendre au boulôt, c'est point eux qui feront de même. C'est toujours le populo qui doit s'y coltiner. Prenez l'exemple d'une bougresse qui se déjuque au matin pour aller nettoyer les bureaux des grands argentiers de la place boursière. Creyous qu'olle va se hucher sur sa vieulle bicyclette dans le haut de la nuit, alors que le Trom passe à côté de chez elle? Et pis un biclou, c'est pas donné! Ah! Bien sûr, les paltoquets du Palais Bourbeux, les dépotés peuvent faire les craques lorsqu'on les voit flâner aux bras de leurs belles en toilette haute couture, l'été sur les planches du 21e arrondissement, juchés sur des vélos qu'avancent avec un moteur électrique. Le vélo c'est bien en vacances et sous le soleil, pour aller au taf c'est une autre paire de manche. La marche à pied et les transports en commun c'est pas mal aussi, si l'on craint l'eau.

Ben le Peinard.

Quand l'autruche éternue...

Tintin en Corse

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je? La mère Boutin qui, Bible en main s'en va tancer les gueux: **« Je suis déterminée à ne pas tolérer que des campements s'installent dans Paris »**, couine-t-elle à l'adresse des sans-logement de la rue de la Banque. Qu'ils aillent donc faire leurs cochoncetés en banlieue... Et de menacer, la tronche en biais: **« Je ne me laisserai influencer par aucune gesticulation médiatique. »** Journalistes et soutiens, gesticulateurs méritants, goûtent ainsi le mépris boutinesque à la suite des homosexuels. Fadela Amara, laquelle travaille pourtant aux côtés de la Boutin, en l'espèce se tient coite. Angine blanche, extinction de voix?

Tandis que des familles entières claquent des dents sur le bitume, Sarko s'augmente tout seul, à hauteur de 140 %. **« C'est une diminution de 15 à 20 % par rapport aux revenus de son prédécesseur »**, précise Laurent Wauquiez, porte-parole du gouvernement. Présenter une telle hausse comme étant une baisse, fallait l'oser. M'est avis qu'on n'a pas la même calculette. Par ailleurs, le fait que Sarko soit moins bon voleur que Chirac ne saurait en rien le dédouaner. De son côté Guéant, secrétaire de l'Elysée, nous informe que **« Nicolas Sarkozy gagnera encore moins que la chancelière allemande. »** Ah. Et le Dalaï Lama, combien qu'y palpe? Mais dans le grand concours de lèche auquel a donné lieu cette hausse délirante du présidentiel salaire, on trouve bien meilleur que Guéant. **« C'est une grande avancée pour la démocratie »**, pérore Sauvadet, député de province. **« On va dans le sens de l'histoire »**, surenchérit Christian Jacob. A qui la lèche d'or? Mais fi du sarcasme facile: nous savons pouvoir compter sur le Parti socialiste pour incarner vigoureusement la colère du peuple grondant: **« C'est un mauvais signe envoyé en ce moment »**, ose Hollande. Dis donc, il y va fort!

Sarko s'en fout, Sarko se marre, Sarko voyage. A l'étranger, Ajaccio plus précisément. **« Venir ici, c'est un acte d'amour pour la Corse et les Corses. »** Rien que ça... Comme me disait l'autre jour Cécilia, quand Sarko parle d'amour ça sent le coup fourré. **« Je me sens responsable de l'ensemble de la population corse »**, ajouta Louis Napoléon Sarkozy. Nous y voilà... Je serais Corse, je me méfierais de ce qu'il « se sent », celui-là.

Je serais corse j'irais faire sa fête à Christophe Barbier, éditorialiste à LCI, qui manie le poncif et l'insulte comme personne, et pour qui **« la Corse est le terrain de chasse ordinaire du racket, du grand banditisme et des mafias »**, puisque selon lui **« les Corses sont les complices passifs des terroristes et de tout ceux qui violent la loi »**, et **« attention, qu'on ne nous refasse pas le coup du peuple corse! »** Par chance Barbier (qui peut faire une croix sur son cabanon à Calvi, la vidéo tourne sur le Net), Barbier qui par ailleurs, chaque semaine dans l'Express, chie sur les grévistes, les chômeurs et les sans-papiers a un programme pour sortir l'île de l'impasse: **« Il faut que les Corses en finissent avec Colomba, Matteo Falcone et tous leurs héros sanguinolents. »** C'est clair, il est urgent de brûler Prosper Merimée.

Fredo Ladrisse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

brèves de combat

Les magistrats, dans la rue !

L'Union syndicale des magistrats et le Syndicat de la magistrature ont boycotté la visite de la ministre au Palais de justice, tandis qu'elle annonçait la suppression de 13 tribunaux d'instance sur 76 dans les ressorts des cours d'appel de Paris et de Versailles. Le SM, associé aux 3 principaux syndicats de fonctionnaires de justice (Usaj, CGT et CFDT) appellent, fait rarissime, à une journée de grève nationale le 29 novembre.

Alertez les bébés !

Après la garde à vue d'un bébé sans-papiers pendant neuf heures, la cour d'appel de Rennes a ordonné la remise en liberté d'une famille de sans-papiers moldaves, considérant « inhumain et dégradant », la garde à vue imposée, au centre de rétention de la ville, au nourrisson de la famille, âgé de trois semaines.

Le pouvoir est maudit

Rue Geoffroy-de-Cavaignac, Paris-11e, plusieurs familles, dont la plupart sont « en règle » et salariées survivent dans le froid de la rue, dans des tentes, devant l'immeuble à loyer modéré qu'elles habitaient et qui a été « victime » d'un incendie, tandis que son propriétaire rêvait de le récupérer pour spéculer. Le maire, Georges Sarre, appelé par les orgas et associations de soutien à se déplacer, a prétexté qu'il était « trop vieux »... En tous cas pas pour se représenter dans le quartier aux prochaines municipales !

Big brother

La vente de la carte Orange anonyme s'arrête en 2008, c'est encore un flicage de plus. On ne pourra plus acheter une carte orange pour quelqu'un d'autre, on ne pourra plus acheter de carte Orange anonymement.

Bagne moderne

Chez Quo Vadis, en Bretagne, les conditions de travail sont immondes. Restructurée trois fois, l'entreprise fonctionne sur la peur. La direction fabrique des fautes pour licencier les salariés indésirables, mis derrière des transpalettes à se faire engueuler jusqu'à ce qu'ils craquent, alors qu'ils étaient embauchés comme administratifs. Dans chaque service, on trouve un mouchard proche de l'extrême droite chrétienne, et donc du patron, les réunions sont scrupuleusement surveillées.

Les causes de licenciement pour « manque de motivation » (c'est-à-dire ne pas avoir accepté de fabriquer des preuves pour virer des collègues) pleuvent et les agents de l'ANPE sont au courant de ces pratiques. C'est de chez ce prestataire que sortent les agendas imprimés pour les grands syndicats français, SUD compris...

Police tout le temps

Cinquième évacuation en un mois, qui a fait trois blessés, des militants du DAL et des mal-logés qui occupent le ministère de la Crise du logement, rue de la Banque à Paris. La Boutin a dit qu'elle serait implacable et ne tolérerait pas que les campements s'installent dans Paris. Et au Vatican ?

Pouvoir d'achat

Une indiscrétion administrative a révélé que la rémunération de Nicolas Sarkozy va plus que doubler. Elle sera « fixée par la loi » à « un niveau comparable à celle du premier ministre », soit une augmentation du pouvoir d'achat de 140 %, de 101 488 euros à 240 000 euros annuels. Ce n'est pas la récession pour tout le monde !

Seule la lutte paye

Le laboratoire américain Abbott qui avait intenté une action en justice contre l'association de lutte contre le sida Act Up Paris, l'accusant d'avoir saturé son site Internet, a renoncé à ses poursuites. Le procès n'aura pas lieu. Act Up avait organisé cette action pour dénoncer la décision, prise à la mi-mars par Abbott, d'arrêter de vendre en Thaïlande le Kaletra, un médicament contre le sida.

Marquage des migrants

Lors d'une visite aux migrants, une militante du Mrap a fait une triste découverte, qu'elle pensait appartenir à un temps révolu, dans un refuge du dunkerquois. Des migrants en provenance de Lille et installés dans un bosquet, portaient aux mains des chiffres inscrits au marqueur indélébile. Or selon la militante « de nos jours, seuls les animaux sont ainsi marqués, ils sont 7 à porter encore pour quelque temps ces « stigmates ». Non, ces coups de feutre ne sont pas faits par un enfant à son voisin sur les bancs de l'école. Non, ces coups de feutre ne sont pas sans importance. Non, ces coups de feutre ne doivent pas être considérés comme un « détail ». Ces migrants sont encore des Hommes, ils sont en France, et nous sommes au XXIe siècle ! ».

Stop War Now !

Des manifestations anti-guerre ont eu lieu dans plusieurs grandes villes desEtats-Unis (San Francisco, New York, Chicago, Los Angeles, Boston, Philadelphie, etc.) Selon les organisateurs, cette mobilisation souligne la large opposition intérieure à la guerre en Irak et proteste contre le vote, au Congrès, de l'autorisation d'une intervention militaire pour cinq ans dans ce pays.

La torture béatifiée

« L'église la plus belle est celle qui brûle ».

Piotr Kropotkin

Quand nous, anarchistes, entendons le mot Vatican, ils nous arrivent souvent d'y associer le terme Infamie. Nous ne pouvons pas rester insensibles à son ultime provocation, à savoir la béatification, le 28 octobre dernier, de 498 religieux morts pendant la guerre d'Espagne. Saints parmi les saints, ils rejoignent ainsi d'autres ordures. On se souvient notamment qu'en 2002, le fondateur de l'Opus Dei, Escriva de Balaguer, avait lui aussi bénéficié du même traitement. Si généreux et si parfait, lui, il avait même réalisé un miracle, s'il vous plaît ne riez pas...

Daniel Pinós et Guillaume Serón

À L'HEURE OÙ L'ESPAGNE ouvre les charniers de la guerre civile, l'Église bénit l'édification d'un monument à la gloire du national catholicisme cher au Caudillo. Par sa portée symbolique, le « sanctuaire des martyrs valenciens » déclenche un motif de division et se présente comme une provocation, au moment où entend s'affirmer une mémoire historique escamotée durant la période de transition démocratique.

Le sabre et le goupillon

Les touristes pourront prochainement découvrir un nouveau monument dédié aux religieux valenciens assassinés au début de la guerre civile (1936-1939). C'est au nom des martyrs de la foi que s'érige un très polémique sanctuaire, dans la ville qui fut le siège du gouvernement républicain, entre novembre 1936 et octobre 1937. Temple «design» de 3 000 m2, confié à deux prestigieux architectes, l'édifice sera recouvert de carreaux de faïence multicolores et pourra accueillir près de neuf cents fidèles. Il sera visible depuis le fleuve, le front de mer et le futur circuit de Formule 1. Pour ce qui est du financement et de ses ramifications, on ne peut qu'annoncer pour l'instant une note corsée. Les nombreux opposants à ce projet dénoncent une collusion entre l'ultra-conservateur archevêque de Valence, Agustin Garcia-Gasco, qui semble avoir voulu réaliser un coup d'éclat avant son départ à la retraite, et la mairie – aux mains des conservateurs du Parti populaire – qui a cédé des terrains pourtant hautement convoités par les promoteurs immobiliers.

Avec la bénédiction des autorités ecclésiastiques de Madrid, le mémorial en cours de construction à Valence se veut le symbole des « persécutions religieuses des années trente » et des quelque 6 800 prêtres et religieux tués durant la guerre. Ces religieux furent les victimes expiatoires d'un impitoyable mouvement fomenté par un groupe de généraux contre la République espagnole et d'une Haute Église historiquement liée aux princes et aux riches ?

Ces événements arrivent au moment où les associations qui travaillent à la récupération de la mémoire républicaine entendent réparer l'injustice qui frappe les vaincus de la guerre civile, les républicains « tombés dans un trou noir de l'histoire ». Le projet de loi sur la « réhabilitation des victimes des deux camps » suscite des oppositions dans les deux camps et révèle les pressions exercées par le Parti populaire ultraconservateur et une hiérarchie catholique dont certains membres demandaient il y a peu la béatification d'Isabelle « la Catholique ».

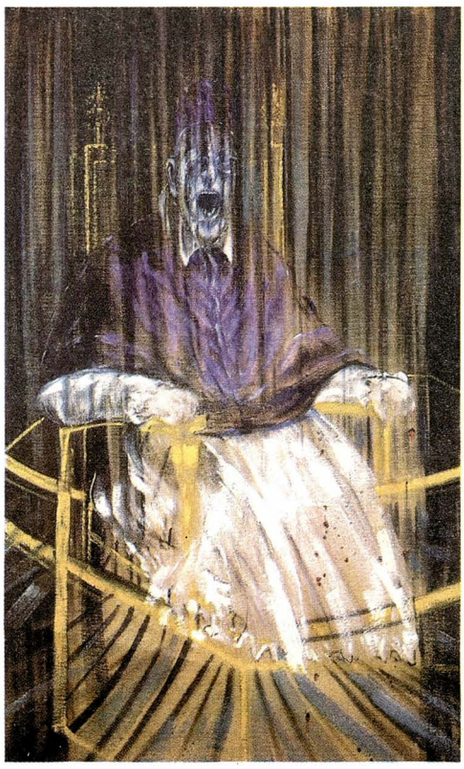
En juillet 1936 un groupe de généraux se soulève contre le gouvernement de la République, dont un certain Francisco Franco. Rébellion qui marque le début d'une longue guerre civile, soutenue par les grands propriétaires terriens, la bourgeoisie industrielle et financière, une fraction majoritaire de l'armée et de la hiérarchie de l'Église catholique.

Les généraux factieux bénéficièrent du soutien de l'Allemagne de Hitler, de l'Italie de Mussolini et du Portugal de Salazar. Dès son arrivée au pouvoir en 1939, le régime franquiste bénéficie du silence des démocraties européennes pour terminer sa besogne, et orchestrer des milliers d'exécutions de militants de groupes de résistance – en 1940 on compte 500 000 détenus – pour la plupart sans procès. Période terrible qui verra des milliers d'Espagnols prendre le chemin de l'exil. En 1950, le régime reçoit l'attribution de 62 millions de dollars de crédits votés par le congrès américain et l'annulation, par l'Assemblée générale de l'Onu, de l'interdiction de l'adhésion de l'Espagne fasciste aux institutions internationales des Nations Unies. Éducation nationale, médias, vie économique et syndicale sont sous le contrôle de la police politique et de Franco.

L'Église catholique devient étroitement liée au pouvoir et participe activement à la persécution des opposants politiques. Mieux encore, le clergé mène régulièrement des actions de délation auprès des tribunaux franquistes à l'encontre des paroissiens restés fidèles aux idées républicaines, et des communistes, excommuniés par définition. L'Église catholique a aussi étroitement collaboré en fournissant le personnel des établissements pénitentiaires, notamment dans les prisons de femmes et les maisons de correction pour jeunes. Par la suite, les ex-détenus devaient publiquement accuser le personnel clérical de mauvais traitements sur le plan physique et psychique.

Durant des années, des femmes républicaines emprisonnées se virent retirées la garde de leurs enfants par les religieux. Ces enfants qui furent ensuite adoptés par des familles de la bourgeoisie espagnole ou par des familles de militaires. Les religieux forçaient les femmes républicaines à boire de l'huile de ricin afin qu'elles soient lavées de leurs pêchés. Dans certains villages et dans certaines villes, les femmes républicaines furent tondues et exhibées au vue de toute la population. En 1939, L'Archevêque de Barcelone bénissait les bombes de la légion Condor allemande qui devaient détruire une partie de la ville, en priant pour que « de chaque cratère provoqué par les bombes naisse la parole de lÉvangile ».

Jusqu'à la fin, « Franco la muerte » poursuit son œuvre et signe ses dernières sentences. En 1974, notre camarade Salvador Puig Antich sera le dernier prisonnier politique exécuté par garrottage, malgré de nombreuses interventions et manifestations. Le « Caudillo d'Espagne par la grâce de Dieu », comme l'affirment les monnaies frappées sous le régime, avait été à bonne école, l'école catholique. Le dictateur décède en 1975, la même année que son ami José Maria Escriva de Balaguer (à Rome), fondateur de l'Opus Dei, mouvement auquel il avait ouvert les portes de son gouvernement dans les années soixante.



Briser le pacte du silence

Pour le Forum de la mémoire historique et les associations qui travaillent à la défense de la mémoire des centaines de milliers d'Espagnols victimes du franquisme et demandent des réparations morales, le sanctuaire valencien relève de la provocation, en particulier au moment où l'Espagne exhume les charniers de la guerre civile. En août 2002, une requête était déposée devant le groupe de travail des Nations Unies sur les « disparitions forcées » et demandait que l'État espagnol offre une sépulture décente aux victimes de la guerre civile. Aujourd'hui, des Espagnols demandent des comptes, d'autant qu'au moment de la transition démocratique, puis sous le gouvernement socialiste de Felipe Gonzales, il y a eu un véritable pacte du silence signé par les formations de droite et de gauche, le Parti communiste compris. Selon le point de vue de ces partis il fallait alors consolider la démocratie toute nouvelle. De la même manière, à la mort de Franco, Juan Carlos fut déclaré roi d'Espagne sans consultation du peuple. La monarchie fut imposée par Franco et son régime fasciste. Comment peut-on parler encore aujourd'hui d'un roi démocrate, alors qu'il est parvenu sur le trône sans aucune légitimité ?

De nombreux Espagnols voudraient que soit transformé en musée le gigantesque monument du « Valle de los caidos » (« vallée des tombés »), situé en banlieue madrilène et lieu de pèlerinage des nostalgiques du franquisme. Commandé par le Caudillo pour rendre hommage aux « héros et martyrs de la croisade », entendez par là les combattants franquistes, il a été construit par des milliers de prisonniers politiques. Creusée sous la colline, la basilique Sainte-Croix renferme les sépultures de Franco et de José Primo de Rivera, fondateur de la Phalange espagnole de sinistre mémoire. Tous les 20 novembre y est célébrée une « sainte messe du Caudillo », où sont exaltées son œuvre et les « valeurs du franquisme ».

Mais revenons « aux nouveaux martyrs » fidèles à Franco et au coup d'État militaire, ils avaient eu le malheur de croiser nos camarades espagnols désireux d'assainir la société pour le bien du progrès et de la liberté, après des siècles de souffrances et de privations. Héritière directe de l'Inquisition et œuvrant contre l'humanité, l'Église espagnole fit figure de pilier du régime franquiste. Nous pouvons donc penser que c'est à ce titre que le très réactionnaire Vatican, soutien inconditionnel de la dictature, a rendu hommage aux 498 « sacrifiés » devant quelques milliers de nostalgiques. Il est alors légitime de nous demander si la volonté des « hommes » d'Église n'est pas de chercher à convaincre le peuple de les haïr davantage. Il est clair qu'en cette journée du 28 octobre 2007, aucun hommage ne fut rendu aux vrais héros de cette guerre, ceux qui ne cessèrent de se révolter contre l'ignominie et l'arrogance des dominants qui méprisent et se servent des faibles.

D.P. & G.S.

L'asticot était dans le Vert

Comprenant que casser les reins de nombre d'autoproclamés défenseurs de l'écologie n'était pas nécessaire – vu que les invertébrés n'ont pas de reins – il s'est contenté de les flatter dans un premier temps, pour en faire ses vibrionnants porte-voix juste après.

Fort heureusement, les émissions de mensonges ne produisent pas de CO^2. Dans le cas contraire, vus les énormes volumes de fumées émis pendant et après le « Grenelle de l'environnement », la couche d'ozone aurait encore dérouillé. Mais notre inquiétude n'est pas complètement levée. En effet, imaginons que ce soit du méthane qui ait jailli de la gueule des créatures ayant henni bruyamment pour afficher leur satisfaction le 25 octobre, alors les dégâts seraient tout aussi ravageurs pour le climat. Le politologue Paul Ariès a parlé de Munich de l'écologie à propos de cet événement. La formule est assez juste, aussi poursuivons l'analogie tout en marquant ses limites. En 1938, débarquant à l'aéroport du Bourget, Édouard Daladier fut étonné par la foule venue l'acclamer. Alors il chuchota les mots suivants : « Ah les cons, s'ils savaient ! » Le « taureau du Vaucluse » savait que les accords de Munich entérinaient les visées expansionnistes affichées par Hitler. Là, le « révolutionnaire Vert » Sarkozy, avec le sens du spectacle qui le caractérise, se propose d'enfumer les esprits. Le bovin Daladier est dans les poubelles de l'Histoire. Inversement, « Moi Je » ne semble pas prêt de vouloir avaler son extrait d'acte de naissance. Preuve de sa vitalité, l'agité vient de réussir une double opération magistrale en deux temps trois mouvements. Comprenant que casser les reins de nombre d'autoproclamés défenseurs de l'écologie n'était pas nécessaire – vu que les invertébrés n'ont pas de reins – il s'est contenté de les flatter dans un premier temps, pour en faire ses vibrionnants porte-voix juste après. Résultat des courses, le revalorisé de l'Elysée, après cet anschluss perpétré sur le terrain des idées, une kyrielle de néocollaborateurs se charge de promouvoir le « Mon programme » du goret furieux adoubé par Gore. Allez, il est temps d'aller consulter un peu ce véritable catalogue de la déroute de ce Grenelle des dupes, des complices et des… véritables bénéficiaires. Relativement aux programmes affichés et indiqués brièvement ici, nous nous excusons d'omettre de nombreux « si » (le budget est trouvé, l'UE l'autorise), mais aussi les « sauf » (il y a de grand principes mais avec de nombreuses exceptions), etc. Pour autant, et sans trop se fatiguer, notre œil a relevé un certain nombre de ces nœuds coulants.

Les investissements dédiés au développement de nouvelles capacités routières et aéroportuaires ne seront plus augmentés significativement. Au cas où nous aurions éventé l'embrouille, l'huluberlu Borloo rajoute en sus «sauf en cas de contournement d'une agglomération, en cas d'intérêt local, etc.»

Il n'y aura pas de nouveaux sites nucléaires. Inutile de pousser un ouf de soulagement vu que tous les projets se situent sur des sites déjà exploités.

Le volume des pesticides sera divisé par deux… mais la FNSEA en choléra a réussi à faire disparaître la date butoir.

Un petit mot sur les incinérateurs ? Ils continueront encore un bon moment à disséminer à tout vent leur si mignonne dioxine.

La publicité, y compris dans les écoles, sera moralisée (sic). Séguéla, Decaux et consorts en tremblent déjà.

Les mômes dégusteront de la nourriture bio dans les écoles, mais c'est surtout la bio-industrie qui se gavera de profits en faisant bosser les paysans des pays pauvres à coups de trique (éthique il va de soit).

Un gel des semences OGM est annoncé, qui couvrira la période d'hiver. Mais dès le printemps venu, Monsanto, Limagrain and Co reprendront des couleurs, puisque comme le dit Sarkozy « nous ne devons pas condamner tous les OGM et notamment les OGM d'avenir ». À ce stade on pourrait nous objecter ceci : « vous, les anarchistes, n'êtes jamais contents. Il y a quand même des choses positives, par exemple dans le programme « moderniser le bâtiment et la ville », et puis n'oubliez pas que cet événement fut une vraie innovation démocratique, vu que quatre mois de débats ont eu lieu entre syndicats, patronat, collectivités locales, écologistes et représentants des pouvoirs publics. »

A minima ces arguments sont d'une naïveté confondante et nous allons le démontrer.

Sur le court terme, tout ce qui portera sur ce que l'on peut appeler une « mise en conformité écologique » fera l'objet de saupoudrages particulièrement médiatisés. Pareillement nous pouvons affirmer qu'après avoir amorcé la pompe dans tel ou tel secteur de l'économie pour le compte des grands barons de l'industrie et des services, ces derniers pourront se livrer à une nouvelle phase d'accumulation du capital, toujours sur le dos du plus grand nombre. Dit autrement, le capitalisme, tout frais badigeonné de Vert pourra faire encore plus de fric, ses nouveaux oripeaux lui conférant un supplément de vertu.

Quant à l'originalité du dialogue promu par Sarkozy via le « pentagone » (les acteurs cités plus haut), seuls et seules tomberont en pâmoison les laudateurs (trices) de la « démocratie participative » mise en scène ici dans les grandes largeurs par le tireur de (grosses) ficelles de l'Elysée. Dans tous les cas, cette stratégie appelée à resservir à nouveau, vise à court-circuiter un Parlement pourtant bien docile, et surtout à faire basculer irrémédiablement dans une fosse sans fond toute idée de véritable démocratie directe.

D'aucuns pleurent à grosses larmes sur la récupération de l'écologie par Sarkozy et ses amis, les affairistes de tout acabit. C'est leur droit. Constatons que l'opéra-bouffe auquel nous venons d'assister n'est qu'une énième manifestation de la déliquescence générale de la pensée et de l'action politique dans ce pays… après bien d'autres. La plante verte servait de cache-misère à tous ceux qui niaient l'antagonisme profond et définitif entre exploiteurs et exploités. Dorénavant le champ est complètement ouvert à tous les semeurs d'une graine qui se nomme la décroissance. Tant mieux, les libertaires sont de bons cultivateurs.

Sami Chemin

Pologne
Élections troubles

Centre d'information anarchiste de Pologne

Ce 21 octobre, des élections anticipées se sont déroulées en Pologne. La décision de tenir des scrutins anticipativement a été prise lorsque la minorité gouvernementale a perdu ses partenaires de coalition et lorsque son incapacité à travailler avec n'importe quel autre parti est devenu évidente. Dans ce cadre, les anarchistes avaient préparé quelques affiches appelant au boycott des élections.

Ce 21 octobre, des élections anticipées se sont déroulées en Pologne. La décision de tenir des scrutins anticipativement a été prise lorsque la minorité gouvernementale a perdu ses partenaires de coalition et lorsque son incapacité à travailler avec n'importe quel autre parti est devenu évidente. Dans ce cadre, les anarchistes avaient préparé quelques affiches appelant au boycott des élections.

La campagne anarchiste contre les élections est déjà bien connue en Pologne, car cela fait plusieurs années qu'elle se déroule. Elle est souvent mentionnée dans les principaux médias, spécialement ses actions de modifications des affiches électorales. Cette année, par exemple, les analystes en marketing politique qui commentaient l'efficacité des différentes affiches ont présenté l'une d'elle à la télévision : celles des sociaux-démocrates, qui avaient envoyé des troupes en Irak et en Afghanistan. Ceux-ci avaient comme slogan : « Un gouvernement intelligent sans guerres stupides ». Les termes « guerres stupides » faisaient allusion aux tensions amères au sein du gouvernement. Les anarchistes ont ajouté sur ce panneau «sauf nos stupides guerres en Irak et en Afghanistan». Les experts en communication ont félicité les anarchistes et ont prévenu les politiciens que leur slogan devraient être « anarchist proof », « résistant aux anarchistes ». Ainsi nos camarades libertaires ont à nouveau prévenu les électeurs de gauche contre les positions militaristes et pro-US du parti.

Un de panneau anarchiste fut placé dans le centre de Varsovie juste avant les élections et annonçait « Toute autorité est l'ennemie de la liberté — Boycottez les élections ». Le panneau présentait les leaders des partis au gouvernement (cependant pour différentes raisons le leader des sociaux-démocrates n'y était pas représenté). Dans d'autres villes, les anarchistes ont collé des affiches, imprimé des journaux ou des tracts et, plus généralement, ont mené campagne contre le scrutin.

Dans la ville d' Opole, un sondage a été réalisé par internet au sujet de l'appel à l'abstention. Bien que la majorité des gens (55 %) y soient opposés, 30 % le trouvaient sympathique et 15 % le soutenaient. Les anarchistes polonais se demandent par ailleurs si le fait que beaucoup de gens n'ont que peu d'estime pour les politiciens signifie pour autant qu'ils soutiennent le boycott des élections.

Les anarchistes polonais ont pour habitude de dire qu'ils gagnent chaque élection, parce qu'il y a habituellement plus de gens qui se sont abstenus que de gens qui ont voté pour les candidats vainqueurs. Mais les libertaires sont en réalité bien conscients que tous les abstentionnistes n'ont pas consciemment boycotté les élections. Néanmoins, ils se disent certains que beaucoup d'entre eux en ont

assez du jeu politique ou ne voient pas de différence entre les partis, et ne votent donc simplement pas. Cela n'est cependant pas suffisant, aux yeux des libertaires de Pologne. Aussi, lors de chacune de leur campagne, pointent-ils ce qu'ils veulent concrètement à la place du gouvernement et de la démocratie représentative.

Évidemment, certains trouvent « irréalisables » les idées de démocratie directe avancées par les anarchistes, d'autres les jugent « belles mais irréalisables ». D'autres encore les trouvent au moins intéressantes. Durant les meetings, lors des actions de rue par exemple, les libertaires polonais ont l'occasion de discuter avec les personnes et de voir leurs réactions. Toutes les actions de rue ne sont pas 100 % sérieuses, certaines comportent leur touche d'« humour », quelque peu surprenant. A Varsovie, les anarchistes ont ainsi mis en scène un duel à mort entre deux candidats (http://cia.bzzz.net). Durant de telles actions « humoristiques », de nombreuses personnes souhaitent prendre des tracts ou des documents et veulent savoir de quoi il est question.

Cela ne veut évidemment pas dire que tout le monde apprécie la campagne. Les réactions les plus violentes sont venues des politiciens mais aussi des activistes de gauche et de droite.

Au moins à Varsovie, des efforts importants ont été faits de chaque côté afin d'amener les gens à voter. En général, ces militants ont employé les mêmes arguments. Ils avaient la même forte tendance à dire que le gouvernement devait être exclu par les urnes. Et pour cette raison, ils ont argumenté en disant que le seul acte sensé était de voter pour l'un des deux autres partis forts, parce que le parti « Droit et Justice » doit être remplacé.

Les anarchistes du centre d'information « CIA » reconnaissent bien volontiers que le parti « Droit et Justice » est détestable. En particulier, en ce qui concerne son conservatisme social et sa répression. Au cours des années précédentes, un nombre incroyable de personnes ont été condamnées pour des « crimes » tels que « insultes au président ». Cependant, l'autre parti de droite est également conservateur et est bien pire en ce qui concerne les conditions de travail et l'économie. Quant au parti libéral de Pologne, il est clairement pro-capitaliste. Pour les membres du « CIA », il n'y a pas de réelles différences entre les uns et les autres.

Parmi les points faibles épinglés lors de ces élections, les anarchistes du centre d'information « CIA » estiment que des tendances au réformisme de gauche et au libéralisme sont apparues au sein du mouvement anarchiste. Avant, lors des dernières élections, les plus grands partisans du vote se trouvaient parmi les anarcha-féministes qui étaient convaincues de la nécessité de voter contre les frères Kaczynski. Cette année, les camarades du « CIA » ont vu apparaître plus d'électeurs ou plus de personnes avec des positions qu'ils jugent ambiguës. Certains groupes n'ont pas voulu adhérer à la campagne abstentionniste. Certains individus de la « Workers Initiative » ou « CKLA » ont appelé à ne pas critiquer le Labour Party parce qu'ils collaborent avec lui ou reçoivent de l'argent de sa part. D'autres encore ont juste essayé d'éviter le sujet des élections. Au cours des discussions, il est apparu que certains militants souhaitent avoir un gouvernement de gauche. Pour les anarchistes du « CIA », c'est relativement neuf et plutôt fou comme position, étant donné que la Pologne est un bon exemple de la manière dont peut travailler un gouvernement de gauche : « en participant aux guerres, en détruisant le Code du Travail, en envoyant la police contre les grévistes, etc. Manifestement, de nouvelles illusions se sont installées dans les esprits de petits groupes anarchistes ».

Ceci dit, il semble que le problème soit plus large. Durant, une action de rue à Varsovie, un journalistes du quotidien communiste « Il Manifesto » a interviewé un camarade de la Fédération anarchiste de Prague. Lors de cette conversation ainsi que lors de nombreuses autres avec des observateurs étrangers, il s'est avéré que, si beaucoup ont entendu parlé des jumeaux Kaczynski à la tête de l'État, peu connaissent les autres politiciens et leurs objectifs réels…

Traduction «A voix autre»

Groupe de la Fédération anarchiste de Bruxelles

L'or blanc : un mirage de plus ?

Petit plongeon dans l'envers du décor d'une station de moyenne montagne

Groupe du Vercors
de la Fédération anarchiste

Les sports d'hiver dans les stations de moyenne montagne sont souvent associés à des images de vacances familiales, dans des milieux préservés.

Restées proches des mondes paysans au milieu desquelles elles ont été créées, ces stations jouent le plus souvent sur des images et des fantasmes, à l'opposé des stations de haute montagne où, bien souvent, le gigantisme donne au premier coup d'œil une sensation d'usine à pognon.

Mais pourtant, si l'on se donne la peine de regarder plus loin que le bout de ses spatules, si, une fois dissipés les effets du vin chaud, on se penche un peu plus sur l'envers du décor, le constat est tout autre.

Alors qu'une nouvelle saison de sports d'hiver pointe le bout de son nez, nous avons souhaité nous pencher sur la question. Pour des raisons de confidentialité, c'est anonymement qu'une personne qui travaille en station a bien voulu répondre aux questions du groupe du Vercors de la Fédération anarchiste.

FA-V. : Les stations de moyenne montagne sont souvent enneigées de façon aléatoire, selon les années. Par le passé, les enneigements étaient plus importants, mais surtout, le manque de neige était davantage accepté comme une fatalité. Depuis quelques années, même les petites stations s'équipent pour produire de la neige artificiellement. Tu peux nous en dire plus là-dessus ? La neige artificielle, au-delà de sa « qualité » purement technique pour le ski, est-elle composée uniquement d'eau ? Quel impact cela peut-il avoir ?

J'ai entendu dire en effet que dans certaines stations, ils utilisent un additif à l'eau permettant la fabrication de la neige à des températures plus élevées (il faut environ — 4 degrés sans additif). Ce n'est pas le cas dans notre région, mais ils n'hésitent pas à utiliser de l'eau potable pourtant rare sur un massif karstique. Il existe aussi un produit dit « calcium » en poudre que l'on met sur la neige pour ralentir la fonte. Cela la durcit presque instantanément. Il est utilisé uniquement pendant les mauvaises saisons (manque de neige) comme cette année. Nous le retrouvons à coup sûr dans les nappes phréatiques et dans nos robinets.

FA-V. : Les saisonniers sont souvent à peine remarqués par les touristes. Petit personnel quasi anonyme sous « l'uniforme » des anoraks aux couleurs des stations, votre condition d'employé précaire est peu ou pas connue du skieur moyen. Peux-tu nous expliquer, concrètement, ce qu'est un « saisonnier », et en quoi son statut représente une précarité ?

Tout dépend de l'enneigement : pas de neige = pas de travail.

Des contrats de plus en plus courts (dix semaines) avec une date effective d'embauche tard dans la saison. Résultat : moins de risques pour la station et du coup plus pour nous. Par contre, nous restons prioritaires une fois que nous avons travaillé pour les saisons suivantes.

FA-V. : Et pour ce qui est de la flexibilité ?

Ils nous appellent au mieux la veille au soir, voire le matin même pour travailler.

La plupart du temps, les plannings sont faits deux jours à l'avance et peuvent être modifiés à tout moment. Impossible de savoir à l'avance les jours de congés qui ne sont jamais les mêmes d'une semaine sur l'autre. Par conséquent pour les travailleurs qui ont des enfants, l'organisation de gardes est difficile.

On a toujours le « choix » de refuser une journée de travail, mais cela a pour conséquences d'être officieusement puni par la suite : moins de journées de travail, un poste de travail inintéressant... Un jour de travail en moins c'est de l'argent en moins.

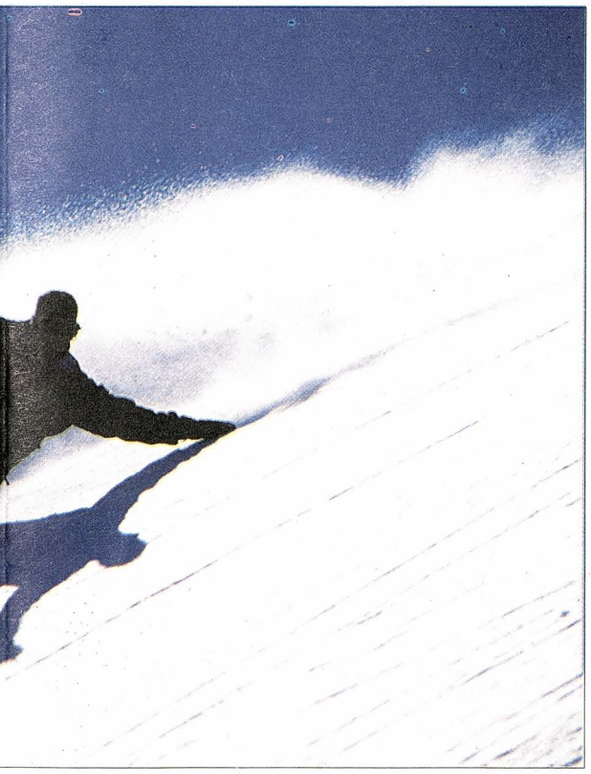
FA-V.: Cette année a été marquée par un très faible enneigement, des températures « douces », bref, le cauchemar des stations de moyenne montagne. Comment cela a pu ressurgir sur les conditions de travail des saisonniers?
Beaucoup de tensions de part et d'autre.

Encore plus de flexibilité. Du stress, surtout pour les pisteurs pris entre les problèmes de sécurité et la pression de la hiérarchie de laisser les pistes ouvertes malgré le manque d'enneigement.

Tout le personnel prévu au départ n'a pas été embauché. Du coup pour l'équipe restante toute la saison s'est faite avec des semaines de six jours de travail. Lors d'une fermeture en cours de saison, entre deux chutes de neige, une bonne partie du personnel n'a pas été réembauchée par la suite et sans aucune information.

On a vraiment le sentiment que les économies doivent se faire sur le dos du personnel saisonnier pourtant déjà très précarisé.

Autre conséquence: le problème financier.



Le chômage technique ne couvre qu'à partir de la date effective d'embauche. Résultat, pour cette année 30 à 40 % de salaire en moins par rapport à l'année précédente. Sur le terrain, courait la rumeur que nous étions payés gracieusement à rester chez nous, alors que la station a bénéficié d'une aide pour le chômage technique.

FA-V.: Existe-t-il des syndicats pour que les saisonniers puissent se défendre? Et si ce n'est pas le cas, est-ce que ce serait envisageable?
Je ne sais pas s'il en existe et le problème c'est le renouvellement du personnel chaque année. Les jeunes ne se préoccupent pas trop des conditions de travail car pour la plupart ce n'est qu'une expérience occasionnelle.

Les seuls qui râlent un peu se sont les anciens, et on fait tout pour les démotiver. S'ils ne reviennent pas l'année suivante, ils seront remplacés par des jeunes malléables.

FA-V.: Les investissements des municipalités pour gérer ces stations sont colossaux, et pèsent très lourdement sur les budgets de ces petites communes. Très souvent, les équipements liés au ski font la fierté et la renommée de ces stations, sans parler des rivalités de clocher locales. Penses-tu que cette course à l'équipement soit viable, tant sur le plan financier que sur le plan des perspectives climatiques?
C'est la politique de l'autruche, on continue à insister, à penser être plus fort que la nature et le climat. Un investissement pourquoi pas, mais il faudrait arrêter de penser seulement au ski.

Dans notre région les touristes apprécient la montagne même sans neige, il y a d'autres choses à faire. Et puis il n'y a pas que le tourisme. Ce serait bien d'envisager un développement économique dans d'autres domaines pour enfin sortir de ces emplois précaires: il est de plus en plus difficile de trouver un travail et un logement sur place.

FA-V.: Les stations de moyenne montagne sont-elles selon toi à l'abri de la folie des grandeurs? Perdent-elles leur spécificité de petites stations familiales? Ne sont-elles qu'un business comme un autre?
Nous ne sommes pas à l'abri de projets ruineux et non rentables. Vouloir toujours rivaliser avec les grandes stations est une utopie. Les gens qui veulent du « grand ski » de toute façon ne viendront pas dans des petites ou moyennes stations. De façon générale, la fréquentation ne cesse de diminuer depuis dix ans au moins.

On a la chance d'être une petite station familiale très pratique pour les débutants où les gens sont plutôt à la recherche de la convivialité.

FA-V.: En tant que personnel, comment ressens-tu la relation entre les travailleurs des stations et les touristes skieurs. D'ailleurs, existe-t-elle?
Oui, il y a une relation entre le personnel et les clients dans nos petites stations. C'est d'ailleurs quasiment la seule satisfaction, voire la seule motivation de mon travail. Je me sens plus considéré par les clients que par mes employeurs.

FA-V.: Selon toi, toute station de ski ne porte-t-elle pas en elle-même des contradictions indépassables? Par exemple, on peut penser que les gens qui veulent skier souhaitent un contact avec la nature, une pratique sportive ou familiale proche du milieu naturel. Pourtant, cette activité peut-elle exister sans mettre en péril son milieu?
Je ne sais pas si c'est possible. En tout cas nous pouvons limiter les dégâts, surtout dans nos petites stations, pour ne pas trop perturber la faune et la flore locales.

Je pense qu'il y a une place pour les stations sans neige artificielle, dans la mesure où on propose d'autres activités en lien avec la montagne. Beaucoup de client sont demandeurs. Mais pour d'autres il faut qu'ils acceptent de faire des efforts et d'être moins exigeants sur la qualité de l'enneigement.

Nous avons la chance d'être encore une station sans neige artificielle pour le ski alpin, très apprécié des skieurs. Mais malheureusement cela ne va pas durer, car pour les décideurs de la station (qui ne demandent jamais l'avis de leur personnel ni de leurs clients) jouer la carte écolo, cela leur passe à quinze mille.

FA-V.: Des stations de ski autogérées, tu imagines ça comme quelque chose de possible?
Bien sûr que c'est possible et dès maintenant si on nous laisse faire!

En tout cas, au niveau technique c'est déjà le cas, car les décideurs en dehors de toucher une bonne paye, on ne les voit jamais sur le terrain.

FA-V: Puisque ces stations communales sont créées avec l'argent des habitants, ce que la station génère en pertes ou en profits, c'est bien à la population qu'elles devraient revenir, non?
A l'origine, la création de ces stations est faite avec, par et pour la population locale, afin de lutter contre la désertification. Cela a permis par exemple de maintenir des agriculteurs en leur offrant une double activité, pour les autres d'ouvrir des commerces, etc. Tout le monde se sentait concerné par la station.

Aujourd'hui, il est évident que ce lien n'existe plus. Les doubles actifs sont très peu nombreux actuellement et sont remplacés par des saisonniers en situation très précaire, qui aspirent évidemment à autre chose.

La station s'est développée et son fonctionnement s'est hiérarchisé, contribuant encore à casser le lien avec la population.

Tout tourne autour du fric.

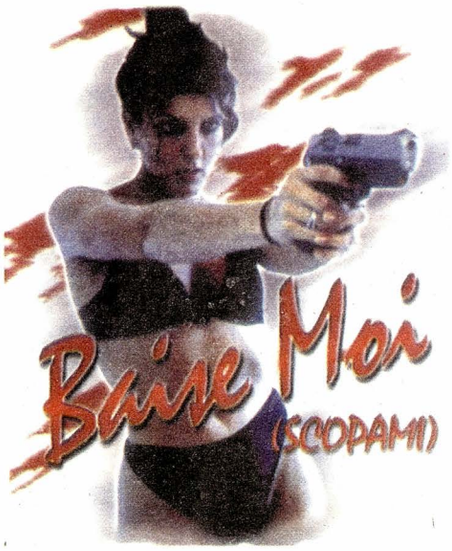
Aujourd'hui les enfants de la commune doivent payer leur forfait, alors que c'était gratuit il y a quelques années jusqu'à l'âge de 10 ans.

Est-ce que la station devrait appartenir à la population? Je ne suis pas sûr aujourd'hui que le fonctionnement et l'avenir de la station intéressent les habitants de la commune. Ils la perçoivent seulement comme une prestation de loisir supplémentaire.

F.A. VERCORS

c/o Ultimatum, BP3, 38250 Lans en Vercors
mail: fa.vercors@no-log.org
blog: http://fa.vercors.free.fr

Stop la violence... des femmes ?



Vous souvenez-vous de ce film de Virginie Despentes intitulée *Baise-moi* ? Vite censuré (car jugé pornographique), il met en scène deux filles qui assument des rôles habituellement réservés aux hommes au cinéma et dans la littérature : elle baisent sans sentiments, elle boivent sans mesure, elles tuent... et même parfois – scandale ! — sans mobiles.

Virginie Despentes revient sur certaines critiques lors de la sortie du film : « Quelle horreur, il ne faudrait surtout pas croire que la violence est une solution contre le viol. » Et l'auteure de s'interroger : « On n'entend jamais parler dans les faits divers de filles, seules ou en bandes, qui arrachent des bites avec les dents pendant les agressions, qui retrouvent les agresseurs pour leur faire la peau, ou leur mettre une trempe. Ça n'existe, pour l'instant, que dans les films réalisés par des hommes ». Comme si aucune femme ne pouvait seulement imaginer cette violence...

C'est cette violence exercée par des femmes qui a choqué les spectateurs et spectatrices de *Baise-moi*. De victimes, les héroïnes deviennent tueuses, se retrouvant soudain du bon côté du revolver, qu'elles brandissent comme un phallus. Je me souviens des réactions de mes amis et amies : « Trop violent », ai-je entendu. Par des gens qui aiment par ailleurs les films de Tarentino. Serait-ce que quelque chose, dans la violence exercée par les femmes, dérange ? Pour des milliers de scènes où les hommes violent, torturent et tuent, pour des milliards de corps de femmes démembrées, déchiquetées, écartelés dans la littérature... combien de réactions ? La littérature est pleine de pauvres filles innocentes massacrées – mais essayez un peu de représenter unE serial killer qui tue aveuglément ?!

Le grand mystère a toujours été pour moi, non pas tant que les hommes violent et maltraitent, mais que les femmes ne réagissent pas. Oui, qu'une femme violée ait envie de tuer celui qui l'a maltraitée, cela est facile à imaginer. Pourquoi alors si peu de passages à l'acte ? « Dans la littérature féminine, les exemples d'effronterie ou d'hostilité contre les hommes sont rarissimes. Censurés », répond Virginie Despentes.

Dirty week-end, un premier roman noir de l'écrivaine anglaise Helen Zahavi, raconte justement ce passage à l'acte (interdit par le Parlement anglais en 1991 pour cause d'immoralisme). C'est l'histoire de Bella qui en a assez de se faire harceler par son voisin, qui lui rend la vie impossible. Alors, au lieu de continuer à baisser les yeux et rentrer les épaules, elle décide de se défendre. Rien que ça. Non pas : tuer au hasard, s'attaquer aux plus faibles que soi, frapper à l'aveugle. Non : se défendre. Alors elle ira jusqu'à tuer quand sa vie à elle est menacée. C'est la rébellion de l'agneau contre le boucher. Elle ne veut plus être un mouton, Bella. Elle ne cherche pas la bagarre non plus : elle réplique, elle rend coup pour coup.

Et c'est sanglant.

Là encore, à chaque fois que j'ai essayé de faire lire ce livre (à des hommes comme à des femmes), je me suis heurtée au même genre de réponse : « trop violent, provoquant, cela ne mène à rien, comment peux-tu lire cela... ». Le plus étonnant est lorsque ces critiques viennent de compagnons révolutionnaires !

Tiens donc ! Mais la violence n'a-t-elle pas été une composante du mouvement révolutionnaire ? « L'action directe n'est pas, cependant, nécessairement violente, mais elle n'exclut pas la violence » écrit Pierre Besnard. Parlant de la violence exercée par les ouvriers contre les patrons. Elle serait donc justifiée, cette violence-là, celle du travailleur exploité mâle et viril contre son exploiteur mâle et viril ? Mais la violence de la femme violée et battue contre son tortionnaire, non ? La guerre sociale, oui, mais pas la guerre des sexes ?

Tant que l'on n'aura pas compris que rien, dans la prétendue « nature féminine », n'interdit la violence – rien ne sert de parler d'égalité entre les hommes et les femmes. Et on en est loin... rappelons-nous combien était choquée l'opinion publique lors de la révélation qu'une femme pouvait torturer dans la prison d'Abou Ghraib. Et en vertu de quelle qualité prétendument naturelle, innée, une femme serait-elle moins violente, moins abjecte, plus douce, qu'un homme ?

Que ce soit à travers les polars, les romans, le cinéma, « la culture dominante fait toujours passer son message : méfiez-vous, les filles, on vous aime beaucoup en cadavres » (Virginie Despentes).

Je me suis toujours demandé ce que tous les livres et les films pouvaient avoir comme conséquences sur nos représentations. Il me paraît assez évident , au niveau symbolique, au niveau de l'imaginaire, que tous ces textes et ces images que nous voyons – parfois sans recul, sans esprit critique — influencent les représentations et les constructions sociales. La romancière canadienne Nancy Huston fait remarquer à juste titre dans un de ses livres (*Mosaïque de la pornographie*, 1982) qu'une femme qui lit la production littéraire française (romans des siècles passés, lus à l'école et étudiés à la fac, considérés comme faisant partie de la culture « classique ») est dans la même situation qu'un juif qui ne lirait que du Céline... tant la plupart des écrivains (en grande partie des hommes) véhiculent des clichés sexistes. Et nous en sortirions indemnes ?

Adepte des romans noirs, j'ai pourtant régulièrement des hauts le cœur : toutes ces femmes victimes, déchirées, charcutées, démembrées... N'y aurait-il pas une sorte de complaisance dans ces descriptions ? Il y a là une fascination certaine pour l'invisible, le mystère, que constitue l'intérieur du corps des femmes (l'origine – qui nous échappe, qui fait peur). D'où ces tableaux sans cesse renouvelés des femmes « offertes », tous viscères dehors.

Peut-on se contenter de dire qu'il est « dans la nature de l'homme » d'être violent, plus que dans celle des femmes ? Et si justement cette violence-là, des femmes, était tenue à distance parce que non représentée, donc non représentable ? Le premier pas vers l'égalité hommes/femmes, c'est d'abord d'accepter que rien, dans la prétendue « nature » des femmes, ne les prédispose à être douces et aimantes, et donc ne les empêche d'être violentes – de même que rien n'interdit aux hommes de maîtriser et contrôler leurs pulsions ! C'est pourquoi certains livres ou films qui mettent en scène la violence des femmes ont un rôle salutaire et agissent comme un exutoire.

Caroline
Commission Femmes de la Fédération anarchiste

Banque et mondialisation

Jacques Langlois

Pendant quelque temps, on a pensé que les banques étaient en perte de vitesse. En effet, les entreprises s'autofinançaient plus que largement et les opérations financières relevaient de la Bourse plus que des banques. La fonction traditionnelle de la banque, à savoir l'intermédiation entre des couillons de clients plaçant leurs économoques ou leurs liquidités sans rémunération dans des comptes courants et des industriels cherchant des fonds pour investir, battait de l'aile au profit des OPA, OPE, LBO et autres fusions ou absorptions ou rachats menés à grand renfort d'opérations boursières. Mais les banques, exploitant les gogos continuaient d'être à la tête d'un magot qu'il fallait placer au mieux. Car dans la logique financière mondialisée, ce qui compte c'est de maximiser le taux de profit et la rentabilité des fonds propres. La chose provient de la mise en place de la libre circulation mondiale des capitaux autorisée en France par le curé Delors sous Mitterrand, de la désindexation des salaires sur l'inflation (encore une innovation socialiste), et des privilèges fiscaux accordés à la finance, aux assurances-vie, aux plans d'épargne d'entreprise, etc. par Fabius et DSK. Sous l'aiguillon de la concurrence internationale pour attraper les capitaux flottants et rendre un pays attractif aux financiers, les socialistes se sont mis à la page en omettant de dire que cette concurrence-là était celle du mieux disant pour la rémunération du fric et du moins-disant pour le salariat.

Aussi les banques se sont lancées dans les opérations de Bourse, les Sicav (sociétés d'investissement à capital variable), les FCP (fonds communs de placement) pour transformer les liquidités placées par leurs petits clients, les petits ruisseaux faisant les grandes rivières, en investissement financier à court ou moyen terme. La chose fut aisée puisque, entretemps, les gouvernants n'avaient eu de cesse d'encourager l'épargne populaire à grands coups d'avantages fiscaux, notamment avec le PEA (plan d'épargne en action), les assurances-vie, les plans d'épargne d'entreprise, l'actionnariat salarial, etc.

De fil en aiguille la traditionnelle séparation entre banques de dépôt et banques d'affaires s'en est trouvée estompée, puis quasiment éliminée, malgré la loi qui les oblige à se distinguer, grâce à de subtils montages éliminant les cloisonnements : il suffit de créer des filiales présentées comme séparées. La banque de dépôt continue de serrer le quiqui à ses clients, et ceux-là lui apportent en fait 80 % de sa rentabilité, par la non-rémunération des comptes clients et, surtout aujourd'hui, la facturation d'environ cent quatre vingt(!) prestations suivant l'UFC-Que choisir : frais d'ouverture, de fermeture de compte, chèques de banque, opposition, cartes bancaires, chèques impayés, frais de tenue de compte, rachat anticipé de crédit, assurances de garantie pour les prêts, etc. Il en résulte que l'activité traditionnelle des banques continue de fournir l'essentiel de leurs profits.

Mais elles se sont lancées aussi et parallèlement dans les juteuses opérations de Bourse (OPA, OPE) qui sont rémunérées par de fastueuses commissions liées au placement des titres chez leurs clients. Car il ne suffit pas de lancer une OPA ou de faire appel à l'épargne publique dans les augmentations de capital par émission d'actions. Il faut encore trouver des souscripteurs ou des échangistes, ce que les banques peuvent faire grâce à leur réseau de clientèle, quitte à forcer un peu les clients en les faisant souscrire sans leur accord comme on l'a vu dans l'ouverture du capital d'EDF ou de GDF.

Les banques, prenant l'air du temps favorable à la toute-puissance de la finance, et disposant du magot de leurs clients captifs (essayez de changer de banque et vous verrez le cirque que c'est et ce qu'il vous en coûtera), se sont diversifiées. Désormais, elles assurent tous les services financiers : assurances, comptes courants, cartes de crédit à la mode Sofinco ou Cetelem (très juteux à entre 15 et 18 % de taux d'intérêt des prêts à court terme), placement de titres, conseil en fusion d'entreprises, prêts, intermédiation bancaire entre entreprises emprunteuses et banques prêteuses, assurances-vie, etc.

Et, miracle, est apparue une nouvelle façon de s'emparer d'une entreprise prometteuse ou pleine d'actifs sous-évalués et rentables. Ce n'est pas une nouveauté. Cela fut le fer de lance des 4 frères Willot, dits les Dalton, et de Tapie ou d'Arnault de LVMH (grâce au concours du Crédit lyonnais alors banque

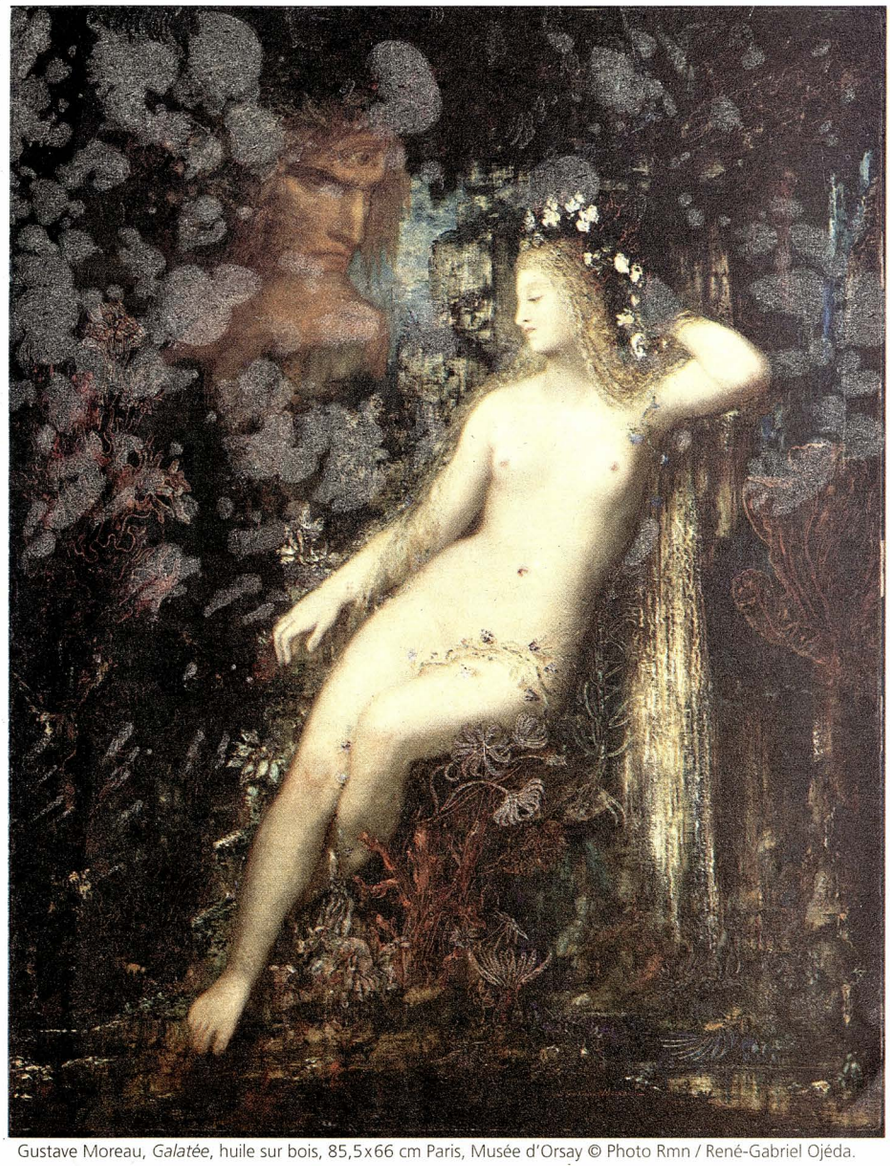
publique!): acheter une entreprise par l'emprunt pour la vendre en réalisant ses actifs. La différence, c'est que c'est maintenant parfaitement légal et même facilité par des dispositions fiscales. C'est aujourd'hui, donc, la technique du «leverage buy out» (LBO, achat par effet de levier). C'est simple. Un fonds d'investissement privé (private equity) achète 20 % des titres au maximum et emprunte le reste aux banques. C'est juteux. En effet les taux des emprunts sont actuellement faibles, les remboursements et les intérêts sont payés par l'entreprise rachetée (ce qui évite les impôts sur les bénéfices puisque les charges d'emprunt les diminuent), les actifs juteux mais sous-évalués sont vendus, le personnel est licencié par suite des réorganisations qui accompagnent la prise de contrôle (rappelons-le avec moins de 20 % du capital investi, le reste des rachats d'action ou de parts ayant été financé par l'emprunt). Ainsi, il n'y a qu'à rémunérer les 20 % initiaux d'apport en capitaux propres, ce qui dégage des taux de profit magnifiques pour eux. Il va de soi que les banques en tant que prêteuses retrouvent ainsi leur rôle d'intermédiation et s'en frottent les mains.

Évidemment, il a fallu que la législation financière permette d'aussi belles choses pour le capital. Merci aux libéraux et socialo-libéraux qui ont mis ces lois spoliatrices en place. Il fallait bien concourir placé dans la grande compétition mondiale de la libre circulation des capitaux à la recherche d'un rendement de plus en plus élevé. La mondialisation, non seulement permet de les rentabiliser, mais encore est un champ d'innovation financière dédié à la recherche de solutions de plus en plus mirifiques pour s'emparer des capitaux flottants. Ainsi, les États se lancent-ils dans une concurrence mortelle pour attirer, grâce à leurs banques, à leurs exonérations fiscales et à leurs paradis fiscaux, le maximum de capitaux. Quand il n'y a plus que l'exponentiation de la rentabilité financière qui compte, la logique générale et mondialisée qui s'installe est celle de la concurrence entre pays pour favoriser les menées du capital. Tant pis pour les autres acteurs sociaux. C'est à ce petit jeu que se livre l'Europe. Ce n'est pas porteur d'unification et encore moins de fédéralisme européen.

On ne s'étonnera pas que, dans le mini-traité européen, la G-B soit exonérée des obligations communes (charte des droits fondamentaux, police, immigration): elle est un paradis fiscal à elle toute seule, notamment via l'île de Man; elle est la première place financière mondiale et la deuxième pour la Bourse. Son PIB, à la traîne il y a vingt ans d'où la remise de l'Europe autour de 5 milliards d'euros exigée à l'époque par Mme Tatcher sur le thème: « *I want my money back* », a largement dépassé celui de la France. Fastoche, c'est du gonflé artificiellement grâce à la spéculation immobilière, foncière et financière, à cause de l'économie de la dette qui y règne chez les particuliers. Belle Europe: la banque pour tous et les exonérations pour les G-B! **J. L.**

Deux éloignés de la cohue

Gilles Bounoure



Gustave Moreau, *Galatée*, huile sur bois, 85,5x66 cm Paris, Musée d'Orsay © Photo Rmn / René-Gabriel Ojéda.

Le Musée national Gustave-Moreau, institution parisienne méconnue dont la visite est à recommander en toutes circonstances, présente jusqu'au 14 janvier 2008 une exposition mettant en lumière les rapports du peintre et de son plus enthousiaste critique, Joris-Karl Huysmans, un moment proche des milieux artistiques et littéraires alors acquis à l'anarchisme. Aucune préoccupation «sociale» ne transparaît chez ces «esthètes» que furent Moreau et Huysmans, mais leurs œuvres, à côté de leur persistant pouvoir de fascination, expriment conjointement, sur le plan individuel et même collectif, certaines des revendications les plus élevées de leur époque, et encore à l'ordre du jour.

« Plus que M. Huysmans nul ne fut perspicace à découvrir dans la cohue un peintre de talent neuf et fort», écrivait en 1889 le critique Félix Fénéon (1861-1944), emprisonné cinq ans plus tard du fait de ses convictions et de ses activités anarchistes, puis acquitté à l'issue du fameux procès des Trente. Huysmans (1848-1907) venait lui-même de décrire un Gustave Moreau (1826-1898) «éloigné de la cohue», moins à cause de son refus «des exhibitions mondaines» que de ses œuvres, où se manifestait à ses yeux ce genre d'explosions inquiétantes: «Un autodafé de ciels immenses en ignition; des globes écrasés de soleils saignants, des hémorragies d'astres coulant en des cataractes de pourpre sur des touffes culbutées de nues...» Une peinture à

feu et à sang, accordée, pourrait-on dire aujourd'hui, à une époque qui ne l'était pas moins.

En 1885, Fénéon avait certes confié à Huysmans la rubrique d'art dans le journal qu'il dirigeait, *La Revue indépendante*, et en 1894 la police, traquant les anarchistes, relevait encore le nom de Huysmans dans la liste des abonnés de *La Révolte*. Mais on se tromperait à lui appliquer sans nuance la formule de Jean Maîtron sur les milieux artistiques et littéraires qu'il fréquentait : « On était symboliste en littérature, et anarchiste en politique » (*Histoire du mouvement anarchiste*..., édition de 1951, p. 140). « Au fond, si l'on n'est pas pessimiste, il n'y a qu'à être chrétien ou anarchiste, l'un des trois pour peu qu'on y réfléchisse », confiait Huysmans dans une lettre à Zola. Il refusait alors de choisir, et quand il franchit le pas, ce fut pour embrasser, à partir de 1892, un catholicisme particulièrement agressif et réactionnaire, aux antipodes de ses tentations anarchistes.

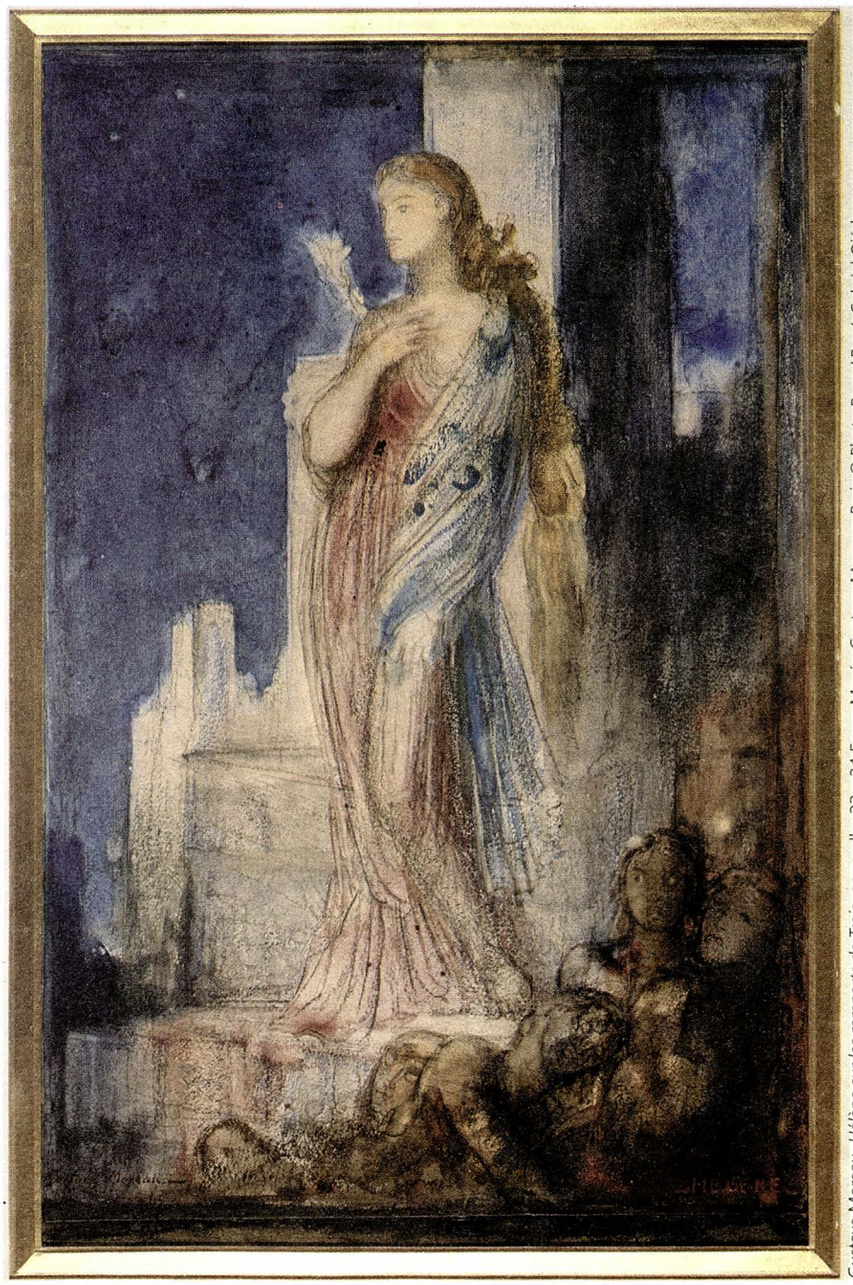
Pour Moreau, le maître de Matisse, de Marquet, de Rouault, et le plus grand peintre symboliste que la France ait connu, la formule de Maîtron semble encore plus inadéquate. Ses penchants politiques et idéologiques, dont il n'a jamais fait part en public, mais que révèlent ses lectures et sa correspondance, étaient des plus « vieille France », La Fontaine, Joseph de Maistre... ce qui rend d'autant plus surprenant le parcours de ce peintre d'art officiel et de commande, venu à tant s'écarter des styles alors en vogue aux Beaux-Arts, où il entra comme élève en 1846 et devint professeur en 1891. Plus qu'un romantisme tardif, c'est probablement une profonde solitude qui le conduisit à aller au-delà de l'académisme, pour mettre toutes ses techniques d'école au service de ses rêveries personnelles, et finir, contre toute attente, par les imposer.

Fénéon, se moquant de Moreau (« À son nom seul, dans la jeune littérature, on s'évanouit d'angoisse admirante »), semblait aussi discerner dans ses « aquarelles où s'exalte le fauve rêve de civilisations disparues » des tonalités ou des intentions réactionnaires. C'est néanmoins le propre des expressions artistiques que d'échapper aux volontés explicites de leurs créateurs : à côté d'un facteur Cheval dont la devise était « Dieu. Patrie. Travail », ce qui ne l'a pas empêché de créer une œuvre aussi neuve que révolutionnaire, beaucoup d'artistes « engagés », malgré leurs déclarations sympathiques, entretiennent par leurs productions le conformisme le plus plat et abêtissant.

Ce que partageaient visiblement Moreau et Huysmans, ou plutôt ce qu'ont en commun leurs œuvres telles qu'elles se présentent aujourd'hui, cette exposition le rappelle : « esthétisme », dandysme, raffinement, recherche effrénée du luxe et de la rareté, et certainement aussi rejet de la société de leur temps. Mais c'était aussi un temps où, pour citer encore Fénéon, « on présumait que la civilisation anarchiste – sans lois, sans chefs – étant, par essence même, propice à l'expansion de toute individualité, atteindrait à la complexité la plus efflorescente. » Du point de vue de l'expansion de l'individualité, à rechercher par toutes les subtilités de la plume ou du pinceau, il ne serait pas difficile de montrer, en pastichant Maîtron, que Moreau et Huysmans furent des « anarchistes en art », même s'ils n'étaient que des « symbolistes » ou des gens inaptes en politique.

Quant à la « cohue », les dictionnaires n'y voient désormais qu'une « réunion confuse et tumultueuse de personnes », mais le mot, qui vient de loin, reste étonnamment actuel. Au XIIIe siècle, il désignait un marché public, une halle, peut-être parce que marchands et camelots s'y lançaient des huées (et ainsi se « cohuaient ») pour vanter leur marchandise, sur laquelle ils devaient aussi payer un droit de « cohuage ». À la Renaissance, le terme s'est étendu au tribunal de commerce siégeant dans la halle, puis à la prison dépendant de ce tribunal, et enfin à toute espèce de fraude ou de tromperie commerciale observable dans ce genre de lieu... Ces excellents recueils que sont les œuvres plus que complètes de Fénéon (1970) et les *Écrits sur l'art* de Huysmans récemment rassemblés par Patrice Locmant (2006), ne précisent pas si ces deux auteurs, à travers ce mot d'origine médiévale, visaient les développements du capitalisme de leur temps ou entendaient seulement exalter l'isolement de l'individu à la façon du Thomas Hardy de *Far from the Madding Crowd* (*Loin de la foule déchaînée*, 1874). Aujourd'hui en tout cas, où la « cohue » commerciale est encore plus envahissante, trompeuse et emprisonnante, visiter ou revisiter le Musée Gustave-Moreau, tout comme les meilleurs livres de Huysmans, reste un bon moyen de se représenter quelle efflorescence attendre d'une « civilisation anarchiste » par « l'expansion » de toutes les capacités individuelles, « artistiques » ou non.

G. B



Gustave Moreau, *Hélène sur les remparts de Troie*, aquarelle, 33 x 24,5 cm, Musée Gustave-Moreau, Paris © Photo Rmn / René-Gabriel Ojéda

Mensonges au carburant

APRÈS LA LECTURE DU LIVRE de Fabrice Nicolino « *La Faim, la Bagnole, le Blé et nous* », quand vous entendrez les promoteurs des « biocarburants » vanter les mérites de leurs... nécrocombustibles, vous éprouverez l'envie de leur cracher à la gueule et vous aurez raison !

Pulvérisons tout d'abord une imposture. La transformation de différents végétaux en carburants présenterait un bilan écologique favorable. C'est rigoureusement mensonger. Bien sûr on pourra toujours objecter que la controverse n'est pas close dans la communauté scientifique, et que l'écobilan des « biocarburants » reste à faire. Néanmoins, deux professeurs d'université américains, Ted Patzek et David Pimentel, ont livré un article dans la revue *Bio Science Magazine* de novembre 2006 qui fait référence. D'ailleurs depuis sa parution, les détracteurs ne se bousculent pas au portillon. Le constat formulé par ces deux scientifiques est accablant puisque selon eux (page 128) : « [...] pour produire un litre d'éthanol, il faut 29 % d'énergie en plus que ce qui est obtenu. Il faudrait 1,29 unité d'énergie -fossile, pour comble- pour obtenir un litre d'éthanol. Fossile, donc contribuant à l'aggravation de l'effet de serre. Ce chiffre est fou, mais aussi infiniment sérieux. Car il intègre tout, à la différence d'autres calculs officiels. Il faut en effet compter 14 intrants d'énergie différents pour produire le maïs, matière première du bioéthanol. Et 9 pour la fermentation et la distillation du végétal. »

Précisons, pour les naïfs éventuels, que le formidable boom de l'éthanol a commencé plusieurs années avant l'émergence de la problématique du réchauffement climatique et sa pise en compte dans ce que l'on nommera « le discours officiel ».

Fabrice Nicolino, preuves à l'appui, en fait la démonstration magistrale dans son ouvrage. Ainsi, en France, dès 1992, la réforme de la PAC prescrivit la mise en jachère (avec subventions à la clé) de 15 % des terres agricoles de l'UE, étant entendu que ladite mise en jachère ne valait que pour la culture de produits destinés à l'alimentation humaine ou animale. Sur le... champ, les puissants lobbys de l'agro-alimentaire, avec la complicité active des gouvernants de l'époque (et en particulier les « socialistes » Vaillant, Glavany, Pierret) firent flèche de tout bois pour plaider la cause de « l'intérêt national ». La caution scientifique faisait défaut ? Qu'à cela ne tienne, l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) alimentée sur fonds publics, fut transformée en joujou docile entre leurs mains.

Le climat et l'écologie devinrent des arguments forgés et utilisés a posteriori pour masquer l'objectif réel des barons de l'agro-business à l'échelle planétaire, faire encore et toujours plus de fric quitte à ce que (page 166) « cette infamie menace de mort immédiate ou différée des hommes, des espaces, des espèces ».

A ce stade peut-être êtes vous tentés de dire : d'accord cela est très bien, mais hormis (ce qui n'est quand même pas une paille) sur le plan de l'écobilan des agrocarburants, vous n'avez pas prouvé grand-chose. Bien, retenons l'objection et venons-en rapidement au fait pratique.

Les experts du CGIAR (Consultative Group on International Agricultural Research) estiment (p. 114) -sans qu'ils soient contredits sur le sujet-, « [...] qu'il faudra doubler la production alimentaire mondiale dans les vingt-cinq prochaines années pour satisfaire les besoins croissants d'une population en expansion. »

Or, d'ores et déjà, de par l'addition et la combinaison de récoltes moyennes et de la dévolution de plus en plus importante de terres arables à la culture de plantes (canne à sucre, maïs) destinées à la fabrication d'agrocarburants, la Banque mondiale (p. 108) « envisage sans frémir une augmentation de 40 % du prix moyen des céréales». 40 % ! Bon allez, nous n'allons pas continuer à vous assommer de chiffres, mais sachez que tous sont plus accablants les uns que les autres.

Pour la petite histoire, retenons qu'il faut 225 kg de maïs pour remplir le réservoir d'un 4x4 américain avec de l'éthanol. De quoi nourrir un pauvre du Sud pendant une année entière.

La charge de Fabrice Nicolino se lit d'un seul trait, mais la lucidité nous oblige à dire qu'il se fourvoie quand il reprend à son compte les propos de l'agronome Lester Brown (p. 109) : « La concurrence pour les céréales entre les 800 millions d'automobilistes du monde qui veulent maintenir leur mobilité et les 2 milliards de personnes les plus pauvres qui essaient seulement de rester en vie est en train de devenir une affaire homérique. » Ce mode de raisonnement revient -in fine- à atomiser et diluer les responsabilités. En quelque sorte, l'auteur renvoie dos à dos les capitalistes, lesquels sont à la base les véritables prédateurs de la planète (dont ses habitants), et justement, les milliards de personnes qui -la plupart du temps à leur corps défendant- le servent, et par là même contribuent -hélas ! — à l'exercice de ses terribles méfaits et ravages.

Enfin, tout à son immersion prolongée dans le sujet qu'il développe brillamment, Fabrice Nicolino en fait un chouïa trop lorsqu'il affirme péremptoirement (p. 154) : « La critique de notre monde réel, qu'elle vienne de la gauche ou plus récemment de l'écologie dite politique, est muette sur les objets. [...] » et, à la conclusion de son épître, il rajoute que la même observation vaut « chez nos fringants anarchistes. »

Allez, Fabrice, remets tes tablettes à jour et ce sera parfait. Tu as été fort pingre dans l'utilisation et l'illustration de la décroissance, alors qu'inversement les anarchistes savent parfaitement en faire tout à la fois un carburant vraiment propre et un moteur d'avenir.

Sami Chemin

Coup pour coup...

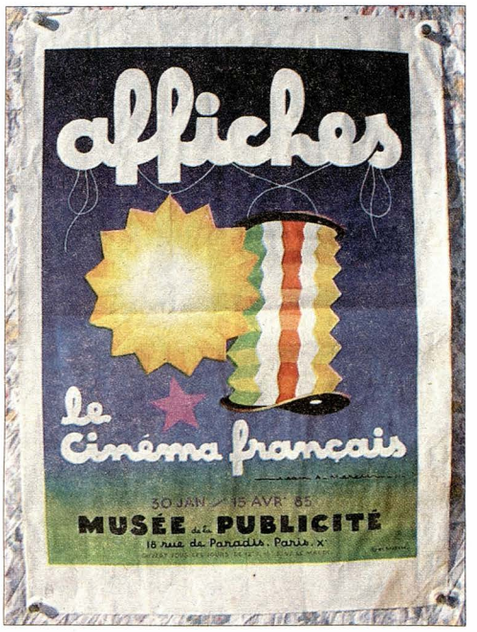
Les gros culs de l'industrie du cinoche n'en ont jamais assez

Mato-Topé

Les salles de cinéma en France traversent une période difficile. La rétraction des entrées (-3 % en 2007 par rapport à 2006) mais surtout des marges (résultat de la concurrence sur le prix moyen des places) alors que les lourds investissements consentis ne sont pas amortis, fragilise les comptes d'exploitation. Les trois grands circuits nationaux se sont livrés, en effet, une lutte sans merci pour contrôler le marché à travers l'implantation des multiplexes et l'instauration des cartes d'abonnement illimité pour capter le public. Conséquence: Pathé a absorbé Gaumont dans le groupe EuroPalaces, désormais le premier de France, UGC n'est plus que le second, quant aux marges bénéficiaires de la branche, elles sont négatives depuis 1999.

Début juin, UGC a attaqué devant le tribunal administratif l'avis délivré en mars par la Commission départementale d'équipement cinématographique (CDEC) en faveur du projet d'extension du Méliès, le cinéma municipal de Montreuil au motif que ce cinéma Art &Essai dans sa nouvelle configuration constituerait "un abus de position dominante et une violation des règles de la concurrence" susceptible de nuire au Ciné Cité de Rosny-sous-Bois, troisième cinéma de France avec plus de deux millions d'entrées par an... Dans la foulée, UGC a ouvert trois autres procédures contre des subventions jugées abusives ou contraires aux règles de la libre concurrence. C'est le cas du Comœdia de Lyon fermé en 2003 et pour lequel un projet de réouverture a obtenu une aide sélective de 600000 euros auprès de la commission du CNC. UGC a aussi attaqué la municipalité d'Epinal pour son soutien à une salle municipale concurrente du multiplexe UGC de Ludres, situé à plus de 50 kilomètres d'Epinal! Débouté par le tribunal administratif, UGC vient de porter l'affaire devant le Conseil d'État: le groupe a les moyens d'engager des procédures longues et coûteuses. Enfin à Noisy-le-Grand, UGC conteste l'autorisation par la CDEC d'ouvrir un complexe de trois salles municipales, Le Bijou. Il s'agit de faire feu de tout bois même si le véritable enjeu se situe sur les villes-clés qui permettent le contrôle effectif du marché — Paris, Lyon et accessoirement quelques autres villes de province comme Toulouse, Marseille ou Bordeaux – et dans lesquelles la concurrence est réelle. Pour autant, le principal actionnaire du groupe, Guy Verrecchia, cherche surtout à jouer la diversion car il s'apprête à vendre ses parts dont il escompte bien obtenir le maximum.

L'affaire devient plus cocasse lorsque MK2 entre dans la danse et pose également un recours en octobre contre Le Méliès; d'autant que les deux compères parisiens ont été rejoints par le groupe Utopia qui en appelle à un Grenelle de l'exploitation, rien de moins, qui fixerait les droits et devoirs respectifs des salles publiques et privées. Cette sainte alliance entre le grand capital et les défroqués ou pas du marxisme (version chinoise ou Feldmarschal Trotski) sous la bannière de la défense de la libre entreprise contre le secteur public alors qu'il est lui-même soutenu par Christine Albanel ministre UMP de la culture, au dernier congrès des exploitants, est assurément un signe des temps et de la perte de sens. Elle trahit l'errance conceptuelle des anciens marxistes qui n'ont retenu que le pire du matérialisme scientifique: l'amoralisme absolu justifié par le fait d'incarner la raison historique et le maniement de la dialectique afin d'aller au secours des causes les plus infâmes. En l'espèce, la défense de la boutique et des marges bénéficiaires – le fondateur d'Utopia se plaît à rappeler avec malice que bien qu'anticapitaliste, il réalise plus de profits que les gros groupes – commande d'attaquer tout le service public qui s'est mis en place progressivement depuis 1983 sous l'impulsion de l'Agence pour le développement régional du cinéma et grâce au relais des collectivités locales suite aux Lois de décentralisation qui les avaient dotées de nouvelles compétences notamment dans le domaine de la culture. Aujourd'hui, la France jouit d'une situation unique en la matière avec des salles sur l'ensemble du territoire. Remettre en cause ce système pour préserver les profits de quelques salles dans les villes où il existe effectivement une situation de concurrence entre MK2 ou Utopie et des salles municipales, 4 ou 5 agglomérations au maximum, c'est menacer directement la survie de toutes les autres petites salles. Or si l'ensemble de ces salles municipales est subventionné, c'est parce que



précisément ces salles assurent un véritable service public, à savoir l'accès aux films différents sur l'ensemble du territoire, l'éducation au cinéma par l'accueil des dispositifs mis en place par le CNC comme Collège au cinéma, Lycéen et cinéma ou encore École et cinéma. Cette éducation au cinéma est vitale pour l'ensemble de la filière en assurant la reproduction du public assidu (qui va au moins une fois par semaine au cinéma), mais aussi l'aménagement urbain et rural, les politiques des quartiers, etc.

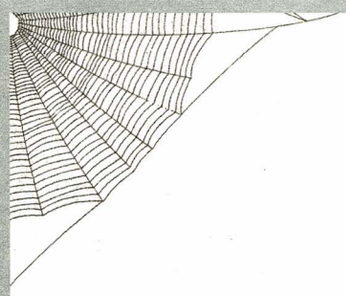
Par ailleurs, dire que le secteur privé n'est pas subventionné, c'est reprendre le discours éculé de l'exploitation la plus ringarde qui continue de considérer la taxe spéciale prélevée sur chaque entrée comme du « pognon » tapé dans la poche des exploitants par les méchants agents du fisc... Cette taxe alimente le Fonds de Soutien pour être ensuite reversée à l'ensemble de la profession. Ces exploitants ont réussi à faire avorter le premier projet de Fonds de soutien qui devait être alimenté par le prélèvement d'une taxe de 7 % sur les recettes. Le président de la Fédération des exploitants de l'époque, Raymond Lussiez dont l'action déterminée aboutira à la liquidation du fonds en 1946, se prévaudra de son surnom "le tombeur du 7 %" auprès de ces compagnons en poujadisme.

Même s'ils se rêvent en futurs "tombeurs des salles municipales", UGC, MK2 et Utopia bénéficient chaque année, comme toutes les salles de France, de l'aide automatique proportionnelle à leurs entrées réalisées. Un simple calcul permet de voir que les plus mal lotis ne sont pas ceux qui pleurent le plus. Quant à MK2 ou Utopia qui touchent en outre les subventions Art & Essai, ils n'hésitent pas à faire appel et à l'aide sélective et aux collectivités locales. Chargé de la culture dans la capitale, Christophe Girard a rappelé opportunément les aides municipales directes dont Marin Karmitz a bénéficiées pour se développer dans Paris: 1,5 million d'euros, dont la moitié a permis l'aménagement d'espaces au public du MK2 Bibliothèque, la concession Quai-de-Seine "sans mise en concurrence", ainsi qu'une "aide à la rénovation de 40 000 euros pour les salles de Nation". Utopia a obtenu la plus grosse subvention d'aide sélective pour aménager son cinéma à Bordeaux, et exploite un bel équipement municipal de 4 salles à Tournefeuille dans la banlieue de Toulouse...

Alors rappelons à nos camarades (sic!) les propos plein de bon sens de la ministre du gouvernement de Nicolas Sarkozy: "Sans aides publiques, il ne peut pas exister de cinémas nationaux en Europe"!

M. T

Chronique de la Toile



Les compagnons du SIA de Caen, qui viennent de publier une brochure sur la subversion dans l'Armée au Vietnam, se sont servis des illustrations présentes sur le site américain consacré à cette période. On y trouve plus de 1 500 reproductions d'affiches, de journaux et de photos en rapport avec cette période. Sirnosir est le nom de ce site. Ce qui traduit en français donne Chef! Non! Chef!

Les Canuts? Vous connaissez? Des universitaires ont décidé de mettre en ligne la totalité d'un journal paru à Lyon entre 1 831 et 1 834. Il s'agit de « L'écho de la Fabrique ». Il convient de citer un extrait de la présentation: « Pendant une cinquantaine de mois, chefs d'ateliers et ouvriers de la soie vont s'entendre, s'informer, débattre, prendre voix dans leurs journaux pour tenter d'adapter le régime complexe de la fabrique lyonnaise à l'évolution industrielle en cours de manière à préserver leur autonomie et leur liberté.» Nous avons accès au document brut, 130 numéros de ce journal, à la fois technique et politique. Ces textes restent d'une actualité surprenante, un exemple: « Voici venir les forts de la monarchie, qui voyant à la surface du pays fourmiller les associations d'ouvriers, ont dit, se croisant les bras, contrefaisant les penseurs et hochant superbement la tête: « Le serpent de la république est là-dessous », et ont pétitionné leur gouvernement: « Faites-nous des lois, beaucoup de lois; que ces gens-ci ne se puissent plus réunir, si ce n'est, au plus, au nombre de deux ».

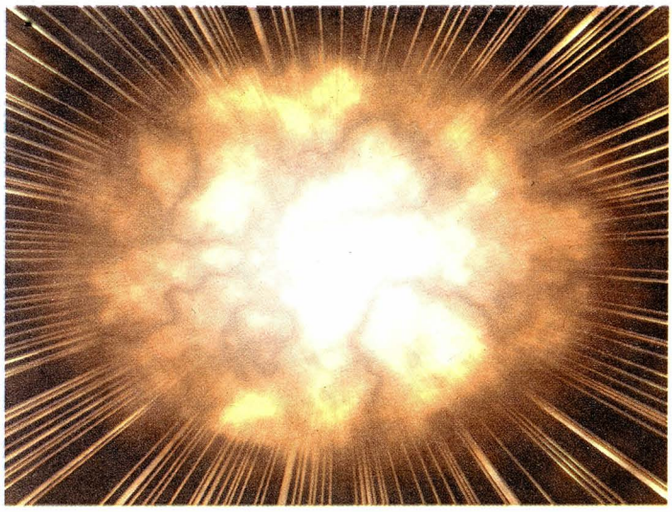
Après avoir beaucoup critiqué Internet, l'accusant de pousser au refus de la lecture ou même comme M. Finkielkraut au cours d'une émission télévisée dénonçant la Toile comme étant la cause de l'échec scolaire, les universitaires se mettent à publier directement leurs articles en ligne. Ce qui donne des choses intéressantes comme sur le site de « La vie des idées ». Voici quelques titres parmi d'autres: Les élites de la Russie postsoviétique, Spleen démocratique ou retour du politique? Ou bien Les mutations de l'islamisme en France.

Bon surf et bonne lecture!

L'araignée

On trouve les liens exacts pour accéder à ces sites sur: araignée. plusloin. org.

Dynamite au Mirail



Le 20 novembre, un cri dans l'amphi de l'Université du Mirail au moment où la loi Pécresse était décortiquée pour mieux la contester: « On s'en fout de la loi. C'est la société qui est merdique ». À la tribune, Juliette, 23 ans a emporté la salle en lançant: « Nous sommes de la dynamite ».

SALUT À TOUS,

Ce que je vais dire va sans doute paraître romantico-débile, mais bon, je me lance. Aujourd'hui, j'aimerais vous parler de mon pote sans papier qui s'est fait embarquer par les flics, il a été libéré au bout de 8 heures de garde-à-vue et ils lui ont gentiment offert un mois de liberté avant de quitter la France pour retourner en Algérie. Je voudrais aussi vous parler de mon amoureux Toma qui a repris les études y'a deux ans après quelques années de galère. Il a obtenu son master 2 d'info avec la mention bien et il s'est vu refuser une bourse de thèse publique parce qu'il était trop vieux, il a 35 ans. Je veux également vous parler de mes amis pédés qui se font agresser dans la rue parce qu'ils tournent trop du cul. Mais aussi de ma petite sœur qu'est lycéenne dans l'hôtellerie et qui fait des tonnes de stages non rémunérés avec 50 heures de boulot à la semaine. Et aussi de Babouchka, une amie qui est une femme battue, elle a mis quinze ans à obtenir le divorce et attend toujours la séparation des biens. En attendant elle vit avec le minimum vieillesse.

Alors vous allez me dire de changer de potes, mais des situations de merde comme ça, on en a tous et maintenant ce que je voudrais savoir c'est comment on fait? Est-ce qu'on continue à décortiquer la loi Pécresse tout en continuant d'adopter leur langage politicien? Est-ce qu'on continue à faire des jeux de mots avec la LRU comme on l'a fait avec le CPE? Parce que si je me souviens bien y'a deux ans la coord' nationale des étudiants exigeait beaucoup plus que le simple retrait du CPE mais on a eu la chose la plus merdique qu'on pouvait espérer. Alors j'aimerais bien qu'on arrête de se focaliser sur la loi Pécresse qui n'est qu'une goutte d'eau en plus dans le vase qui ne déborde jamais.

Donc j'aimerais qu'on continue ce qu'on avait un petit peu réussi à faire y'a deux ans parmi les étudiants au niveau de notre combat dans la rue: ne pas déposer nos parcours de manif à la préf, ne pas voir de drapeau de qui que ce soit, ceux des orgas ou ceux des corporations, parce qu'une masse informe mais soudée qui peut accueillir n'importe qui, éprouvant n'importe quel ras le bol, c'est notre plus grande force. Comme disait le groupe punk-rock des Béruriers Noirs: « nous sommes noirs, nous sommes blancs, nous sommes jaunes et ensemble, nous sommes de la dynamite! »

Donc, pour commencer, il faut foutre en l'air ce protocole de la manifestation modèle. Bon, entre nous, c'est presque déjà fait mais aux prochaines manifs de salariés ne restons pas dans notre cortège étudiant, mélangeons nous aux autres, c'est comme ça qu'on pourra se confronter à leurs problèmes, parce que mandater des étudiants aux AG des autres luttes, faire un résumé et voter le soutien aux diverses combats qui peuvent être menés dans le monde, c'est bidon. Il faut être solidaire ensemble dans la rue, dans les AG et non sur le papier. Notre appel ne doit pas être destiné aux uniques étudiants et personnels universitaires et encore moins au gouvernement mais à tout le monde souhaitant s'organiser pour exprimer sa colère.

Juliette

Radio libertaire

Jeudi 8 novembre

Jus de rue 8 h 30 Par Casquette. L'émission recevra Trixie, artiste lyrique, coach vocal (mezzo soprano), avec qui nous parlerons des difficultés de se faire entendre...

Si vis pacem 18 heures. Prolifération du nucléaire avec, en invité, Bernard Baissat pour évoquer Jean Chesneaux, historien, militant, vice-président de Greenpeace France.

Les enfants de Stonewall « Affinités électives »19 h 30 Émission gay et lesbienne face au rôle des libraires aujourd'hui, si l'on en croit les médias : vendre des couche-culottes et des gadgets, la Résistance de la pensée. Par Geneviève Pastre et Bruno Bisaro.

Vendredi 9 novembre

Afr(O)ndes 10 heures L'or africain : pillages, trafics et commerce Avec Gille Labarthe, journaliste auteur de « L'or africain. Pillages, trafics & commerce international» (dossier noir n°22 aux éditions Agone) ; Kaou Sissoko, Secrétaire de l'Association des Ressortissants de la Commune de Sadiola.

Ça booste sous les pavés 22 h 30 Radio Libertaire - FZM Nouveau rendez vous RL / FZM, avec pour thème « écologie radicale et punk tribal». Ce soir, nous parlerons d'écologie radicale avec le Collectif Anti EPR, Le Peuples des Dunes, et des activistes écolos. Côté punk tribal ,nous recevrons Ethnopaire et Kni-criK. Avec, bien sûr, la présence de Mr Loran (FZM), l'intro de Mr Papa Laurent que l'on retrouvera à 00h38 pour la Night Léo 38, avec comme invités Junior Cony, Lord Zeljko, Shanti D, Mr Ricardo et la belle radieuse rebelle et libertaire miss (...)

Vendredi 10 novembre

Chroniques rebelles 13 h 30, Débats, dossiers, rencontres... Serge Utgé-Royo : « La Commune et notre mémoire ». Nouvel album et spectacle.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure 19 heures: Magazine des livres, de la musique et du cinéma Invité : Jean-Luc Payen, écrivain, qui viendra parler de son recueil de nouvelles « Vérité fantôme » (aux Editions Joëlle Losfeld). Une émission proposée et animée par Francis Gavelle.

Nuits off 23 heures: Les Métissages des Nuits Off, ce n'est pas de la world musique ou de la sono mondiale, mais des messages sonores, des rencontres et des musiques aux couleurs d'un monde (...)

Lundi 12 novembre

Muzar 9 heures: Nouvelle émission ! Du côté de l'art contemporain... Par Nathalie McGrath.

Agora libertaire 18 heures: Repentance zéro Liquidons l'héritage de Mai 68 ! La bande son n° 3 100% british proposée par Jean-Pierre Levaray lors de l'émission mensuelle de l'Insoumise.

Ça urge au bout de la scène, 21 heures: Actualité de la chanson Par les Bernard.

Mardi 13 novembre

Des oreilles avec des trous (dedans) 17 heures: Des fusiques molles pour fous les tous Emission n°110 : cette émission sera entièrement consacrée au Gamelan, qu'il soit javanais ou balinais.

Idéaux et débats 18 heures: Comme des soleils révolus Deux superbes romans seront évoqués au cours de cette émission en direct : « Le canapé rouge » de Michèle Lesbre (éditions Sabine Wespieser) ; «On n'est pas là pour disparaître » de Olivia Rosenthal (éditions Verticales).

Paroles d'associations 19 heures: Magazine de la vie associative et culturelle, C.A.E.S. (Centre Autonome d'Expérimentation Sociale) qui va sans doute disparaître, avec Did.

Mercredi 14 novembre

Blues en liberté 10 heures 30: émission musicale blues Howling Wolf, de Memphis à Chicago.

Le manège 14 heures: Littérature & cinéma L'invité littéraire : Michal Witkowski, pour «Lubiewo» (aux éditions de l'Olivier), par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Léo 38 16 heures: À l'heure du goûter Reggae et autres...

Femmes libres 18 h 30: Femmes qui luttent, femmes qui témoignent Avec Catherine Ribeiro, pour son concert au Bataclan du 16 novembre ; et le CNDF (collectif national droit des femmes), pour leur brochure « Abolir la précarité ».

Ras les murs 20 h 30: Actualités des luttes de prisonniers

Trafic 22 h 30: Sylvain Kassap, toutes clarinettes dehors, pour le faire parler... musique & politique, ou politique & musique, au choix.

Jeudi 15 novembre

Si vis pacem 18 heures: Colombie, l'objection en marche

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

8 au 16 novembre

Aubusson (22)

Exposition Louise Michel organisée par l'association Clé de Contacts à la Bourse du travail d'Aubusson Clé de Contacts 9, rue Vieille 23200 Aubusson 05 55 67 77 29 cledecontacts@wanadoo.fr

Vendredi 9 novembre

Lorient (56)

20 h 30. Le groupe Francisco Ferrer (FA) organise une réunion publique avec Jean-Pierre Tertrais sur la décroissance. Salle audio, cité Allende, Maison des associations, 12, rue Colbert. Entrée libre.

Ivry-sur-Seine (94)

19h30 Gilbert Laffaille lit et commente le « Soliloque des pauvres » de Jehan Rictus , au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Porte-d'Ivry ou Pierre-et-Marie-Curie, ligne 7. Tél. 01.46.72.64.68.

Limoges (87)

Mémoire à Vif organise deux Journées sur le non à la guerre (1917-2007) avec films, débats, théâtre, concert. Seront présents, entre autres, Jacques Tardi, Dominique Grange, Michel Boujut, Jean-Pierre Verney....

Samedi 10 novembre

Limoges (87)

Voir le 9

Ivry-sur-Seine (94)

COMPLET: Michèle Bernard accompagnée au piano par Jean-Luc Michel, à 19h30, au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Porte-d'Ivry ou Pierre-et-Marie-Curie , ligne 7. Tél. 01.46.72.64.68.

Marseille (13)

Journée de mobilisation contre ITER. Pique-nique convivial et militant dès 12h, Porte d'Aix. 14h, manifestation (la fédération anarchiste y organisera un cortège); 18h : conférence-débat Salle Mazenod.

Paris XVIIIe

Chaque samedi, un rassemblement de soutien à Hélène et Philippe, qui depuis seize mois protestent contre leur licenciement abusif, est organisé devant le magasin où ils travaillaient : le Déballage du Marché Saint-Pierre (Dreyfus), 2 rue Charles-Nodier Paris 18e.

Paris XIE

CICP, 21 ter rue Voltaire Mutinerie, soirée consacrée à Ulrike Meinhof, avec projection, monologue et exposition. Restauration sur place. Prix libre.

Dimanche 11 novembre

Gentioux (23)

À partir de 11 h.tout le monde se retrouvera devant le monument aux morts pour participer au rassemblement pacifiste et antimilitariste annuel. Speechs, table de presse....Ensuite, au Villard (entre Gentioux et Royère de Vassivière) à partir de 12h30, Grand REPAS commun en partageant ce que nous apportons. Discussions, projets, rencontres, tables de presse, musique...

Vendredi 16 novembre

Ivry-sur-Seine (94)

Juja Lula Forum Léo-Ferre 11, rue Barbès, Ivry. Tél. 01.46.72.64.68 www.forumleoferre.com

Samedi 17 novembre

Saint-Claude (39)

À partir de 12 heures, couscous de soutien au Coffre-Fort (espace social libertaire autogéré),rue de Bonneville à saintClaude.http://juralibertaire .over-blog.com

Ivry-sur-Seine (94)

Jean-Luc Debattice accompagné au piano par Nathalie Fortin dans son spectacle sur le répertoire du cabaret Le Chat Noir, « Toutes griffes dehors » Forum Léo-Ferre 11, rue Barbès, Ivry. Tél. 01.46.72.64.68

Paris (VE)

Dès 14 heures, Journée du Film libertaire à La Clef, 21 rue de la Clef, 14 h 30, courts métrages libertaires, 17 heures, chroniques libertaires avec Michèle Rollin, Expositions : Lannoy, Passevant, Trumel, Unes du libertaire

Paris XVIIIE

De 15h30 à 18h30, chaque samedi, un rassemblement de soutien à Hélène et Philippe, qui depuis seize mois protestent contre leur licenciement abusif, est organisé devant le magasin où ils travaillaient : le Déballage du Marché Saint-Pierre (Dreyfus), 2, rue Charles-Nodier Paris 18e.

Jeudi 22 novembre

Le Festival International du Film d'Histoire de Pessac a pour thème cette année: Liberté, Liberté chérie, il sera placée sous le signe de l'Anarchie avec trois temps forts.

14h30, café-débat consacré à un entretien sur l'Anarchie et le pouvoir avec César Martinez Lorenzo, auteur de *Le mouvement anarchiste en Espagne - Pouvoir et révolution sociale*, paru aux Éditions Libertaires en 2005.

16heures Histoire de la cinémathèque, *Le Cinéma du Peuple*, par Isabelle Marinone, auteure d'une thèse sur Anarchisme & Cinéma.

19h, projection de *La Commune* d'Armand Guerra produit par la Cinémathèque du Peuple suivie du documentaire, Armand Guerra, *Requiem pour un cinéaste espagnol* d'Ezéquiel Fernandez, Les Éditions libertaires seront présentes.

Exposition *Animal*, musée Dapper du 11 octobre 2007 au 30 mars 2008